

Part 1 GÉNÉRALITÉS

1.1 TRAVAUX VISÉS PAR LES DOCUMENTS CONTRACTUELS

- .1 Les travaux faisant l'objet du présent contrat comprennent la réhabilitation de 23.7 km d'asphalte et autres activités associé, sur la Route 117 situé dans le Parc National Kouchibouguac au Nouveau-Brunswick.

1.2 TYPE DE CONTRAT

- .1 Les travaux doivent faire l'objet d'un contrat à prix unitaire.

1.3 TRAVAUX EXÉCUTÉS PAR DES TIERS

- .1 Coordonner le travail avec les autres Entrepreneurs. Plusieurs ponts sur la Route 117 dans les limites du Parc Kouchibouguac vont être réhabilités par d'autres Entrepreneurs en 2015 et causera possiblement des impacts à la circulation et à ce projet.

1.4 ORDRE D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

- .1 Exécuter les travaux par étapes, de manière que le Maître de l'ouvrage puisse utiliser les lieux publics du Parc Kouchibouguac de façon continue pendant les travaux.
- .2 Les emplacements de travail et la gestion de circulation doivent suivre les normes de la dernière édition du New Brunswick Work Area Traffic Control Manual (WATCM).

1.5 UTILISATION DES LIEUX PAR L'ENTREPRENEUR

- .1 L'utilisation des lieux pour le Travail doit permettre:
 - .1 Travail par autres entrepreneurs;
 - .2 Utilisation public du Parc;
 - .3 Parc Canada ne vas pas accommoder un emplacement à l'Entrepreneur pour une roulotte de construction.
- .2 L'Entrepreneur devra rechercher des zones d'entreposage pour l'équipement et les matériaux nécessaires à l'exécution des travaux. Ces zones doivent être situées à l'extérieur des limites du Parc.
- .3 L'élimination des déchets doit se faire à l'extérieur des limites du Parc, sauf où indiquer dans les devis. L'emplacement et le coût associé avec l'élimination de déchets sera la responsabilité de l'Entrepreneur.
- .4 Réparer ou remplacer les sections de travail existant selon les directives du délégué du maître d'ouvrage.

1.6 SOMMAIRE DES TRAVAUX

- .1 Les travaux associés avec la réhabilitation de la Route 117 dans le Parc National Kouchibouguac sont tel qui suit. Les détails de travaux requis sont inclus dans les sections techniques des devis.
 - .1 Fournir et gérer les mesures requises pour le control de la circulation et les aspects environnementaux des travaux.

- .2 Défrichage, essouchement, excavation de fossé et élargissement de sol de fondation suivant les besoins.
- .3 Remplacement de ponceaux à grandeur varié incluant perré et traitement des extrémités.
- .4 Enlèvement de l'asphalte en béton existante et réutilisation/élimination suivant les besoins.
- .5 Enlèvement et réutilisation/élimination de: fondation de matériaux granuleux, couche de fondation, et matériaux pour sol de fondation aux élévations requises.
- .6 Compacter et rouler la nouvelle surface de sol de fondation.
- .7 Enlever et remplacer les poteaux de glissières dans les endroits désignés.
- .8 Fournir et placer les matériaux de fondation granuleux et matériaux de couche de fondation.
- .9 Fournir et placer la couche de base d'asphalte ainsi que le marquage temporaire.
- .10 Enlever les poteaux et les affiches existantes. Remplacer avec de nouveaux poteaux et réintégrer les affiches.
- .11 Fournir et placer l'horizon superficiel et l'hydrosemence sur les pentes désignées.
- .12 Fournir et place la couche supérieure d'asphalte ainsi que le marquage permanent (2016).

1.7 SERVICES D'UTILITÉS EXISTANTS

- .1 Avant d'interrompre des services d'utilités et avant de commencer les travaux, informer le délégué du maître d'ouvrage.
- .2 Protéger, déplacer ou maintenir les services d'utilités existants.

1.8 DOCUMENTS REQUIS

- .1 Conserver sur le chantier un exemplaire de chacun des documents suivants.
 - .1 Dessins contractuels.
 - .2 Devis.
 - .3 Addenda.
 - .4 Dessins d'atelier revus.
 - .5 Liste des dessins d'atelier non revus.
 - .6 Ordres de modification.
 - .7 Autres modifications apportées au contrat.
 - .8 Rapports des essais effectués sur place.
 - .9 Exemplaire du calendrier d'exécution approuvé.
 - .10 Plan de santé et de sécurité et autres documents relatifs à la sécurité.
 - .11 Autres documents indiqués.
 - .12 Calendrier de construction.
 - .13 Plan de contrôle environnemental (PCE).

Part 2 PRODUITS

2.1 SANS OBJET

.1 Sans objet.

Part 3 EXÉCUTION

3.1 SANS OBJET

.1 Sans objet.

FIN DE SECTION

Part 1 GÉNÉRALITÉS

1.1 ACCES AU CHANTIER

- .1 Concevoir et construire des moyens temporaires d'accès au chantier conformes à la réglementation municipale, provinciale ou autre, et en assurer l'entretien.

1.2 UTILISATION DES LIEUX ET DES INSTALLATIONS

- .1 Effectuer les travaux en perturbant le moins possible l'utilisation normale des lieux. A cet égard, prendre les dispositions nécessaires avec le Représentant du Ministère pour faciliter l'exécution des travaux prescrits.
- .2 Assurer l'accès au chantier au personnel et aux véhicules.
- .3 Lorsque la sécurité a été réduite en raison des travaux, prévoir d'autres moyens temporaires pour assurer la sécurité des biens et des personnes sur les lieux.

1.3 MODIFICATIONS, RÉPARATIONS OU AJOUTS

- .1 Effectuer les travaux en perturbant le moins possible le public ainsi que l'utilisation normale des lieux. A cet égard, prendre les dispositions nécessaires avec le Représentant du Ministère pour faciliter l'exécution des travaux prescrits.
- .2 Tout asphalte enlevé en 2015 doit être remplacé en 2015 si non l'entrepreneur devra maintenir ces endroits à l'extérieur des dates limites d'asphaltage jusqu'à ce que l'asphaltage puisse se résumer en 2016.

1.4 SERVICES EXISTANTS

- .1 Informer le Représentant du Ministère et les entreprises de services publics de l'interruption prévue des services et obtenir les autorisations requises.
- .2 Assurer la circulation du personnel, des piétons et des véhicules.
- .3 Construire des barrières de protection conformément à la section 01 56 00 - Ouvrages d'accès et de protection temporaires.

1.5 EXIGENCES PARTICULIERES

- .1 Les travaux doivent être exécutés durant les heures normales de travail. Soumettre une demande écrite au Représentant du Ministère pour travail à l'extérieur des heures normales de travail. Il n'y a pas de restrictions pour le travail de nuit, fin de semaine, ou jour férié.
- .2 Soumettre l'horaire des travaux conformément à la section 01 32 16.07 - Ordonnancement des travaux - Diagrammes à barres (GANTT).
- .3 S'assurer que les membres du personnel de l'Entrepreneur qui travaillent sur le chantier connaissent les règlements et les respectent, notamment les règlements sur la sécurité incendie, la circulation routière et la sécurité au travail.
- .4 Demeurer dans les limites des travaux et des voies d'accès.

Part 2 PRODUITS

2.1 SANS OBJET

.1 Sans objet.

Part 3 EXÉCUTION

3.1 SANS OBJET

.1 Sans objet.

FIN DE SECTION

Part 1 GÉNÉRALITÉS

1.1 MESURES

- .1 Toutes mesures seront fait sur une surface plane et horizontale sauf tel qu'indiqué dans les devis.

1.2 UNITÉS DE PAIEMENT

- .1 Tous les unités dans ce contrat seront payées aux Prix Unitaires identifiés et tout autre coûts qui ne sont pas inclus dans les Prix Unitaires seront payer à un Montant forfaitaire.
- .2 Article d'offre 1 – Section 01 35 00.06 – Procédures spéciales régulations de la circulation.
 - .1 Conditions de paiement: montant forfaitaire.
 - .2 Cette Unité inclus:
 - .1 Personne pour accommoder et diriger la circulation.
 - .2 Provision, installation et entretien de mesures de signalisation temporaire, incluant les affiches de détour, affiches de construction et panneaux de messages électronique.
 - .3 Provision et entretien de détours.
 - .4 Véhicules, équipement, fournitures et main d'œuvre additionnelle requis par la personne qui dirige la circulation.
- .3 Article d'offre 2 – Section 01 35 43 – Protection de l'environnement.
 - .1 Conditions de paiement: montant forfaitaire.
 - .2 Cette Unité inclus:
 - .1 Entretien périodique et général des mesures de contrôle contre l'érosion tel que dirigé par le Représentant du Ministère.
- .4 Article d'offre 3 – Section 01 52 00 – Installations de chantier.
 - .1 Conditions de paiement: montant forfaitaire.
 - .2 Cette Unité inclus:
 - .1 Roulotte de construction sur chantier.
 - .2 Laboratoire d'asphalte.
- .5 Article d'offre 4 - Section 02 41 13 – Démolition sélective d'ouvrages d'aménagement du terrain - Enlèvement des glissières et poteaux à glissière.
 - .1 Unité de mesure: mètre linéaire.
 - .2 Méthode de mesure: Les extrémités seront mesuré sur la ligne centre de la glissière d'un bout à l'autre de la glissière.
 - .3 Cette Unité inclus: Démontage, récupération, mise en dépôt, élimination de glissière, quincaillerie, poteaux de glissière en bois et blocs de décalage tel qu'indiqué dans le dossier contractuel et les devis.
 - .4 Aucun paiement ne sera fait pour le transport et la mise en dépôt de matériaux récupérés.

- .6 Article d'offre 5 – Section 02 41 13 – Démolition sélective d'ouvrages - Enlèvement des affiches et poteaux pour affiches.
 - .1 Unité de mesure: chaque.
 - .2 Méthode de mesure: nombre de poteaux enlevés.
 - .3 Cette Unité inclus: démontage, récupération et transport d'affiches et quincailleries à un endroit désigné dans le Parc National Kouchibouguac et l'élimination des poteaux.
 - .4 Aucun paiement sera fait pour le transport et la mise en dépôt de matériaux récupérés.
- .7 Article d'offre 6 – Section 02 41 13.14 – Enlèvement de revêtements bitumineux.
 - .1 L'enlèvement du revêtement en asphalte existant sera mesuré en mètres carrés de surface enlevée peu importe la profondeur. Le paiement au prix unitaire inclus la pleine compensations pour la main d'œuvre, matériaux et équipement pour; l'enlèvement de l'asphalte à la pleine profondeur requise, nettoyage de la surface et transport des rebuts à un site d'entreposage à l'extérieur des limites du Parc qui sera utilisé comme matériel d'accotement sur d'autres chemins, mélange d'asphalte de base et entreposé pour l'usage future dans le Parc sous ce Contrat tel qu'indiqué par le Représentant du Ministère et la balance deviendra la propriété de l'Entrepreneur.
- .8 Article d'offre 7 – Section 10 14 53 – Signalisation routière.
 - .1 Conditions de paiement: montant forfaitaire.
 - .2 Cette Unité inclus:
 - .1 Installation de nouveaux poteaux pour affiches tel qu'indiqué sur les dessins.
 - .2 Installation d'affiches fournies par le Représentant du Ministère.
- .9 Article d'offre 8 et 9 – Section 31 11 00 – Défrichement et essouchement.
 - .1 Le défrichement sera mesuré en hectares sur une surface plane dans les limites indiquées ou tel que dirigé par le Représentant du Ministère.
 - .2 L'essouchement sera mesuré en hectares sur une surface plane dans les limites indiquées ou tel que dirigé par le Représentant du Ministère.
 - .3 Cette section inclus la mobilisation et démobilisation pour le projet.
- .10 Article d'offre 10 – Section 31 14 13 – Décapage et mise en dépôt du sol.
 - .1 Unité de mesure: mètres carrés de surface (mesurer sur la pente).
 - .2 Méthode de mesure: La surface sera mesurée avec le Représentant du Ministère en utilisant une roue à mesurer.
 - .3 Cette Unité inclus: Décapage et mise en dépôt de terre végétale le long des pentes revers où à la base des pentes.
 - .4 Aucun paiements seront fait pour le décapage à l'extérieur des limites de construction sauf si approuvé par le Représentant du Ministère.
- .11 Article d'offre 11 – Section 31 23 33.01 – Excavation, creusage de tranchées et remblayage.
 - .1 Unité de mesure: mètres cubes.

- .2 Méthode de mesure: Calculée selon les mesures de coupes transversales prises par le Représentant du Ministère dans les endroits d'excavation. Le Représentant du Ministère prendra des mesures initiales de coupe transversale après le décapage, essouchement, et enlèvement d'asphalte ainsi qu'immédiatement avant l'excavation de matériaux qui seront incorporés dans les travaux. Les mesures finales de coupes transversales seront prises quand le matériel sera excavé aux lignes et élévations finales.
 - .3 Cette Unité inclus: Excavation, chargement, transport, mise en place et compaction du matériel excavé tel qu'indiqué sur les dessins incluant les endroits où les ponceaux vont être enlevé et ne seront pas remplacé. Cet Unité inclus aussi le contrôle de poussière. Les matériaux de surplus qui ne sont pas incorporés dans les travaux deviendront la propriété de l'Entrepreneur et seront disposer à l'extérieur du Parc.
 - .4 Aucun paiement ne sera fait pour l'excavation en dehors des limites indiquées sur les dessins.
- .12 Article d'offre 12 et 13 – Section 32 11 23 – Matériel d'accotement – Produit d'asphalte recyclé (PAR).
- .1 Matériel d'accotement – Route 117
 - .1 Unité de mesure: tonne métrique (1000 kg).
 - .2 Méthode de mesure: aux lignes et élévations théoriques indiquées sur les dessins.
 - .3 Cette Unité inclus: approvisionnement, transport, traitement, placement et compaction des matériaux d'accotement (PAR) aux limites et endroits indiqués sur les dessins.
 - .4 Aucun paiement ne sera fait pour un excès de profondeur ou largeur des placements de matériaux (PAR) hors des limites indiqué sauf si approuvé par le Représentant du Ministère.
 - .2 Autres endroits – Produit d'asphalte recyclé (PAR)
 - .1 Unité de mesure: mètres cubes.
 - .2 Méthode de mesure: volumes de camions.
 - .3 Cette Unité inclus: approvisionnement, transport, traitement, placement et compaction de (PAR) qui devront être placé dans les endroits suivant :
 - .1 Chemin Callanders, approximativement 9km de la Route 117 (sur le 'Parkway'). Le volume estimé est de 1400 mètres cubes.
 - .2 Chemin Côte à Fabien, approximativement 4km de la Route 117 (sur le chemin Loggiecroft). Le volume estimé est de 900 mètres cubes.
 - .3 Aucun paiement ne sera fait pour PAR incorporé dans le mélange d'asphalte pour la couche de base et pour approximativement 1000 mètres cubes d'entreposage de PAR de surplus qui sera entreposé à un endroit désigné dans le Parc tel qu'indiqué par le Représentant du Ministère.
- .13 Article d'offre 14 – Section 32 11 16.01 – Couche de fondation granulaire.
- .1 Unité de mesure: tonne métrique (1000 kg).
 - .2 Méthode de mesure: Copies des reçus de pesage à camion acceptés.

- .3 Cette Unité inclus: approvisionnement, transport, placement et compaction des matériaux granuleux aux limites et endroits indiqué sur les dessins.
- .4 Aucun paiement ne sera fait pour le placement de matériaux granuleux en excès de l'épaisseur requise hors des limites. Le Représentant du Ministère fera une déduction appropriée aux mesures de poids si dans son opinion il y a une épaisseur excessive de matériaux granuleux.
- .14 Article d'offre 15 – Section 32 11 23 – Couche de base granulaire.
 - .1 Unité de mesure: tonne métrique (1000 kg).
 - .2 Méthode de mesure: Copies des reçus de pesage à camion acceptés.
 - .3 Cette Unité inclus: approvisionnement, transport, placement et compaction des matériaux granuleux aux limites et endroits indiqué sur les dessins.
 - .4 Aucun paiement ne sera fait pour le placement de matériaux granuleux en excès de l'épaisseur requise hors des limites. Le Représentant du Ministère fera une déduction appropriée aux mesures de poids si dans son opinion il y a une épaisseur excessive de matériaux granuleux.
- .15 Article d'offre 16 – Section 32 12 13.16 – Couches de bitume d'accrochage.
 - .1 La mesure de paiement sera la surface horizontale traitée avec du bitume d'accrochage dans les limites désignées par le Représentant du Ministère. La surface sera mesurée en mètres carrés, arrondi à une décimale.
 - .2 Le paiement au prix unitaire du contrat pour couches d'accrochage devra inclure pleine compensations pour tous matériaux, main d'œuvre et équipement utilisé pour : nettoyer la surface existante, approvisionnement et placement de la couche d'accrochage ainsi que signalisation portable si requis.
- .16 Article d'offre 17 et 18 – Section 32 12 16 – Revêtement de chaussée bitumineux (Type B et Type D).
 - .1 Unité de mesure: Type B – tonne métrique (1000 kg), Type D – tonne métrique (1000 kg).
 - .2 Méthode de mesure: Copies de reçus de pesage à camion acceptés, sauf tel qu'indiqué ci-dessous.
 - .3 Un ajustement sera fait au paiement si une augmentation du prix de bitume liquide existe, conforme aux Devis types du MTINB, 821 – Ajustement au prix de bitume.
 - .4 Aucun paiement sera fait pour le placement de revêtement en excès de l'épaisseur et la largeur requise. Le Représentant du Ministère fera une déduction appropriée aux mesures de poids si dans son opinion il y a une épaisseur excessive de revêtement.
- .17 Article d'offre 19 – Section 32 17 23 – Marquages de chaussée.
 - .1 La mesure de paiement pour le marquage de chaussée, incluant des particules de verre réfléchissant, sera mesurer en kilomètres (km), ou une portion de kilomètre arrondi à deux décimales, mesurer le long de la ligne centre de la route et inclura les lignes centres correspondant aux lignes existantes (solide double, solide et pointillé, pointillé), deux lignes d'accotement, ainsi que toutes intersections, flèches, déliaisons, marquage spécial et marquage temporaire, etc.

- .2 Aucun paiement additionnel ne sera fait pour le contrôle de circulation associé avec l'installation de marquages.
- .3 Tous les marquages de chaussée doivent conformer au 'Manual of Uniform Traffic Devices for Canada' dernière édition. Le pré-marquage par le MTINB sera coordonné par le Représentant du Ministère. Le marquage temporaire est inclus dans les travaux.
- .18 Article d'offre 20 – Section 32 91 19.13 – Mise en place de terre végétale et nivellement de finition.
 - .1 Unité de mesure: mètre carré de surface (mesurer sur la pente)
 - .2 Méthode de paiement: La surface sera mesurée avec le Représentant du Ministère en utilisant une roue à mesurer ou autre méthode approuvée.
 - .3 Cette Unité inclus: Placement et nivelage de terre végétale entreposée le long haut ou du bas de la pente sur la surface de des pentes à une épaisseur de 100mm. Cet unité inclus aussi l'ensemencement hydraulique et le paillage.
 - .4 Aucun paiement sera fait pour l'ensemencement ou le paillage fait hors des limites de construction sauf si approuvé par le Représentant du Ministère.
- .19 Article d'offre 21,22,23,24,25,26,27,28,29,30 et 31 – Section 33 42 13.14 – Tuyaux pour ponceaux (Grandeur et type varié, incluant les mesures de control d'eau temporaire et la rescousse de poissons).
 - .1 Unité de mesure: mètre (m) pour chaque grandeur et type de ponceau.
 - .2 Méthode de mesure: mesurer le long de la ligne centre des nouveaux ponceaux tel qu'approuvé par le Représentant du Ministère.
 - .3 Paiement pour cette Unité inclus:
 - .1 Dénoyage du chantier.
 - .2 Excavation, enlèvement et élimination d'asphalte existante aux endroits où les ponceaux sont remplacés si le remplacement de ponceau prend place avant l'enlèvement.
 - .3 Excavation des tranchées, approvisionnement et placement de matériel d'assise et remblayage, élimination de vieux ponceaux et vieux remblais, ainsi que tout autre matériel excavé de surplus requis pour l'installation des ponceaux.
 - .4 Approvisionnement et placement de nouveaux ponceaux.
 - .5 Échelles à poissons.
 - .6 Perré et placement de roches individuelles.
 - .7 Clôtures pour contrôler l'érosion.
 - .8 Barrages de foin temporaires.
 - .9 Tout autres couts pas inclus dans autres Unités de ce contrat.
 - .4 Cette unité inclus aussi les Unités à montant forfaitaire suivantes:
 - .1 Rescousse de poissons, conformément aux Devis types du MTINB, section 622.
 - .2 Contrôle temporaire de l'eau, conformément aux Devis types du MTINB, section 621.
 - .1 Cette Unité inclus:

- .1 Ponceaux temporaires.
 - .2 Pompes.
 - .3 Sacs de sable.
 - .4 Dénoyage.
 - .5 Matériaux et main d'œuvre requise pour contrôler l'eau.
- .20 Article d'offre 32 – Section 34 71 13.21 – Poteaux de glissières de sécurité.
- .1 Unité de mesure: chaque.
 - .2 Méthode de mesure: nombre et grandeur de poteaux installés tel qu'indiqué sur les dessins.
 - .3 Cette Unité inclus: approvisionnement et installation de nouveaux poteaux à glissière.
 - .4 Aucun paiement ne sera fait pour la récupération de blocs de décalage récupérés sous la section 02 41 13 – Démolition sélective d'ouvrages.
- .21 Article d'offre 33 – Section 34 71 13.25 – Glissière de sécurité pour véhicules (W-beam).
- .1 Unité de mesure: mètre (m).
 - .2 Méthode de mesure: mètre linéaire de glissière installé tel qu'indiqué sur les dessins. La mesure sera prise le long de la ligne centre de la glissière d'un bout à l'autre incluant les bouts enterrés, excluant les chevauchements.
 - .3 Cette Unité inclus: approvisionnement et installation de nouvelles glissières, fournitures, délinéateurs et marquage pour chasse-neige. Cette unité inclus aussi le placement de glissière récupérées aux quatre ponts qui sont identifiés dans la section 34 71 13.25 – Glissière de sécurité pour véhicules (W-beam).
 - .4 Aucun paiement ne sera fait pour les chevauchements de glissières.

Part 2 PRODUITS

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

Part 3 EXÉCUTION

3.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

FIN DE SECTION

Part 1 GÉNÉRALITÉS

1.1 RÉFÉRENCES

- .1 Devis types du Ministère des Transports et Infrastructure du Nouveau-Brunswick (version plus récente):
 - .1 Devis Type MTINB, Section 906 – Horaire de Travail

1.2 MODALITÉS ADMINISTRATIVES

- .1 Prévoir la tenue de réunions de projet tout au long du déroulement des travaux, à la demande du Représentant du Ministère et assurer la gestion de celles-ci.
- .2 Préparer l'ordre du jour des réunions.
- .3 Aviser par écrit le Représentant du Ministère de la tenue d'une réunion quatre jours avant la date prévue.
- .4 Prévoir un local ou autre espace pour la tenue des réunions et prendre les arrangements nécessaires.
- .5 Présider les réunions de projet.
- .6 Rédiger le procès-verbal des réunions. Y indiquer toutes les questions et les décisions importantes. Préciser les actions entreprises par les différentes parties.
- .7 Faire des copies du procès-verbal et les distribuer aux participants, aux parties concernées absentes de la réunion et au Représentant du Ministère dans les trois jours suivant la tenue de la réunion.
- .8 Les représentants de l'Entrepreneur, des sous-traitants et des fournisseurs qui assistent aux réunions de projet sont habilités et autorisés à intervenir au nom des parties qu'ils représentent.

1.3 RÉUNION PRÉALABLE AUX TRAVAUX

- .1 Dans les 15 jours suivant l'attribution du contrat, organiser une réunion des parties au contrat afin de discuter des procédures administratives et de définir les responsabilités de chacune.
- .2 Doivent être présents à cette réunion le Représentant du Ministère, l'Entrepreneur, les sous-traitants principaux, les inspecteurs de chantier et les surveillants.
- .3 Déterminer le moment et l'emplacement de la réunion et aviser les parties concernées au moins cinq jours avant la tenue de celle-ci.
- .4 Avant la signature de la convention, incorporer à celle-ci les modifications aux documents contractuels sur lesquelles les parties se sont entendues.
- .5 Points devant figurer à l'ordre du jour
 - .1 Désignation des représentants officiels des participants aux travaux.
 - .2 Calendrier des travaux, selon Devis Type MTINB, Section 906 – Horaire de Travail

- .3 Calendrier de soumission des dessins d'atelier, des échantillons de produits et des échantillons de couleurs, selon la section 01 33 00 – Documents/échantillons à soumettre.
- .4 Exigences concernant les installations temporaires, la signalisation de chantier, les bureaux, les remises et installations d'entreposage, les services d'utilités et les clôtures, selon la section 01 52 00 - Installations de chantier.
- .5 Sécurité sur le chantier, selon la section 01 56 00 - Ouvrages d'accès et de protection temporaires.
- .6 Modifications proposées, ordres de modification, procédures, approbations requises, pourcentages de marge permis, prolongations de délais, heures supplémentaires et autres modalités administratives.
- .7 Produits fournis par le Maître de l'ouvrage.
- .8 Dessins à verser au dossier du projet, selon la section 01 33 00 – Documents/échantillons à soumettre.
- .9 Manuels d'entretien, selon la section 01 78 00 – Documents/éléments à remettre à l'achèvement des travaux.
- .10 Procédures de remise et de réception des travaux, et garanties, selon la section 01 78 00 – Documents/éléments à remettre à l'achèvement des travaux.
- .11 Demandes d'acomptes mensuels, procédures administratives, photos, retenues.
- .12 Désignation des organismes et des firmes d'inspection et d'essai.
- .13 Assurances, relevés des polices.

1.4

1.04 RÉUNIONS SUR L'AVANCEMENT DES TRAVAUX

- .1 Établir un calendrier de réunions qui se tiendront tous les deux semaines durant le déroulement des travaux et deux semaines avant l'achèvement de ces derniers.
- .2 Doivent être présents à ces réunions les principaux sous-traitants participant aux travaux ainsi que le Représentant du Ministère.
- .3 Aviser les parties au moins sept jours avant la tenue des réunions.
- .4 Rédiger le procès-verbal de ces réunions et les transmettre aux participants ainsi qu'aux parties concernées absentes de celles-ci, dans les quatre jours suivant la tenue de chacune.
- .5 Points devant figurer à l'ordre du jour:
 - .1 Lecture et approbation du procès-verbal de la réunion précédente.
 - .2 Examen de l'avancement des travaux depuis la réunion précédente.
 - .3 Observations sur place; problèmes et conflits.
 - .4 Problèmes ayant des répercussions sur le calendrier des travaux.
 - .5 Examen des calendriers de livraison des produits fabriqués hors chantier.
 - .6 Procédures et mesures correctives visant à rattraper les retards pour permettre le respect du calendrier établi.
 - .7 Révision du calendrier des travaux.
 - .8 Examen du calendrier d'avancement, aux cours des étapes successives des travaux.

- .9 Révision du calendrier de soumission des documents et des échantillons requis; accélération du processus au besoin.
- .10 Maintien des normes de qualité.
- .11 Examen des modifications proposées et de leurs possibles répercussions sur le calendrier des travaux et sur la date d'achèvement de ceux-ci.
- .12 Divers.

Part 2 PRODUITS

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

Part 3 EXÉCUTION

3.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

FIN DE SECTION

Part 1 GÉNÉRALITÉS

1.1 DÉFINITIONS

- .1 Activité: Travail déterminé exécuté dans le cadre d'un projet. Une activité a normalement une durée prévue, un coût prévu et des besoins en ressources prévus. Les activités peuvent être subdivisées en tâches.
- .2 Diagramme à barres (diagramme de GANTT): Représentation graphique de données relatives au calendrier d'exécution d'un projet. Dans le diagramme à barres habituel, les activités ou les autres éléments du projet sont présentés de haut en bas, à gauche du graphe tandis que les dates sont présentées en haut, de gauche à droite; la durée de chaque activité est indiquée par des segments horizontaux placés entre les dates. En général, le diagramme à barres est généré à partir d'un système informatisé de gestion de projet offert dans le commerce.
- .3 Référence de base: Plan initial approuvé (pour un projet, un lot de travaux ou une activité), prenant en compte les modifications approuvées de la portée du projet.
- .4 Semaine de travail: Semaine de cinq (5) jours, du lundi au vendredi, définissant les jours ouvrables aux fins de la soumission du diagramme à barres (diagramme de GANTT).
- .5 Durée: Nombre requis de périodes de travail (sauf les congés et les autres périodes chômées) pour l'exécution d'une activité ou d'un autre élément du projet. La durée est habituellement exprimée en jours ouvrables ou en semaines de travail.
- .6 Plan d'ensemble: Programme sommaire indiquant les principales activités et les jalons-clés.
- .7 Jalon: Événement important dans la réalisation du projet, correspondant le plus souvent à l'achèvement d'un produit (livrable) important.
- .8 Calendrier d'exécution: Dates fixées pour l'exécution des activités et l'atteinte des jalons. Programme dynamique et détaillé des tâches ou activités nécessaires à l'atteinte des jalons d'un projet. Le processus de suivi et de contrôle repose sur le calendrier d'exécution pour la réalisation et le contrôle des activités; c'est lui qui définit les décisions qui seront prises pendant toute la durée du projet.
- .9 Ordonnancement - Planification, suivi et contrôle de projet: Système global géré par le Représentant du Ministère et visant à assurer le suivi de l'exécution des travaux en regard d'étapes ou de jalons déterminés.

1.2 EXIGENCES

- .1 S'assurer que le plan d'ensemble et le calendrier d'exécution sont exploitables et qu'ils respectent la durée prescrite du contrat.
- .2 Le plan d'ensemble doit prévoir la réalisation des travaux selon les jalons prescrits, dans le délai convenu.
- .3 Limiter la durée des activités à dix jours ouvrables, environ, afin de permettre l'établissement de rapports d'avancement.
- .4 L'attribution du contrat ou la date de début des travaux, la cadence d'avancement des travaux, la délivrance du certificat provisoire d'achèvement et du certificat définitif

d'achèvement constituent des étapes définies du projet et sont des conditions essentielles du contrat.

**1.3 DOCUMENTS/ÉCHANTILLONS A SOUMETTRE POUR APPROBATION/
INFORMATION**

- .1 Soumettre les documents et les échantillons requis conformément à la section 01 33 00 - Documents et échantillons à soumettre.
- .2 Soumettre au Représentant du Ministère, dans les jours ouvrables après l'attribution du contrat, un diagramme à barres (diagramme de GANTT) qui servira de plan d'ensemble et sera utilisé pour la planification et le suivi des travaux, et pour la production de rapports d'avancement.
- .3 Soumettre le calendrier d'exécution au Représentant du Ministère au plus tard cinq jours ouvrables après l'acceptation du plan d'ensemble.

1.4 PLAN D'ENSEMBLE

- .1 Structurer le calendrier d'exécution de manière à permettre la planification, l'organisation et l'exécution ordonnées des travaux suivant le diagramme à barres (diagramme de GANTT).
- .2 Le Représentant du Ministère examinera le calendrier et le remettra à l'Entrepreneur au plus tard dans les cinq jours ouvrables qui suivront.
- .3 Si le calendrier est jugé inexploitable, le réviser puis le soumettre de nouveau au plus tard cinq jours ouvrables après l'avoir reçu.
- .4 Le calendrier révisé accepté deviendra le plan d'ensemble, qui servira de référence pour les mises à jour.

1.5 CALENDRIER D'EXÉCUTION

- .1 Élaborer un calendrier d'exécution détaillé à partir du plan d'ensemble.

1.6 RAPPORTS DE L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX

- .1 Mettre le calendrier d'exécution à jour une fois par semaine, de manière qu'il reflète les modifications aux activités, l'achèvement des activités ainsi que les activités en cours d'exécution.
- .2 Joindre au calendrier d'exécution un rapport narratif qui indique l'état d'avancement des travaux, compare l'avancement par rapport au calendrier de référence et présente les prévisions courantes, les retards prévus, les répercussions de ces éléments et les mesures d'atténuation possibles.

1.7 RÉUNIONS DE PROJET

- .1 Discuter du calendrier d'exécution lors des réunions périodiques tenues sur le chantier; identifier les activités qui sont en retard et prévoir des moyens pour rattraper ces retards. Sont considérées en retard les activités dont la date de début ou la date de fin dépassent les dates respectives approuvées figurant au calendrier de référence.
- .2 Discuter également des retards dus aux intempéries et négocier les mesures visant à les rattraper.

Part 2 PRODUITS

2.1 SANS OBJET

.1 Sans objet.

Part 3 EXÉCUTION

3.1 SANS OBJET

.1 Sans objet.

FIN DE SECTION

Part 1 GÉNÉRALITÉS

1.1 MODALITÉS ADMINISTRATIVES

- .1 Dans les plus brefs délais et selon un ordre prédéterminé afin de pas retarder l'exécution des travaux, soumettre les documents et les échantillons requis au Représentant du Ministère, aux fins d'examen. Un retard à cet égard ne saurait constituer une raison suffisante pour obtenir une prolongation du délai d'exécution des travaux et aucune demande en ce sens ne sera acceptée.
- .2 Cette section spécifie les demandes générales et procédures à l'Entrepreneur pour les soumissions des dessins d'atelier, données de produits, échantillons et maquettes qui vont être revue par le Représentant du Ministère.
- .3 Ne pas entreprendre de travaux avant que l'examen de l'ensemble des pièces soumises soit complètement terminé par le Représentant du Ministère.
- .4 Les caractéristiques indiquées sur les dessins d'atelier, les fiches techniques et les échantillons de produits et d'ouvrages doivent être exprimées en unités métriques (SI).
- .5 Lorsque les éléments ne sont pas produits ou fabriqués en unités métriques (SI) ou encore que les caractéristiques ne sont pas données en unités métriques (SI), des valeurs converties peuvent être acceptées.
- .6 Le fait que les documents et les échantillons soumis soient examinés par le Représentant du Ministère ne dégage en rien l'Entrepreneur de sa responsabilité de transmettre des pièces complètes et exactes.
- .7 Informer le Représentant du Ministère à l'écrit au moment de la soumission de toutes déviations des exigences des Documents Contractuels et en identifier la raison pour la déviation.
- .8 Le fait que les documents et les échantillons soumis soient examinés par le Représentant du Ministère ne dégage en rien l'Entrepreneur de sa responsabilité de transmettre des pièces conformes aux exigences des documents contractuels.
- .9 L'Entrepreneur devra effectuer les changements requis par le Représentant du Ministère conforme aux exigences des Documents Contractuels et devra resoumettre tel que dirigé par le Représentant du Ministère.
- .10 Informer le Représentant du Ministère à l'écrit des resoumissions et identifier tout changements non demander par le Représentant.

1.2 EXIGENCES DE SOUMISSIONS

- .1 Coordonner chaque soumission avec les exigences des travaux et des Documents Contractuels. Les soumissions individuelles ne seront pas revues jusqu'à ce que toute l'information requise soit disponible.
- .2 Le Représentant du Ministère aura 7 jours de revue pour chaque soumission.
- .3 Les ajustements qui seront fait aux soumissions par le Représentant du Ministère ne devraient pas affecter le Prix du Contrat. Si les changements affectent la valeur des travaux, l'Entrepreneur informera le Représentant du Ministère à l'écrit avant d'entreprendre ces travaux.

- .4 Faire les changements aux soumissions tel qu'exigé par le Représentant du Ministère et consistant avec le Documents Contractuels. Pour les resoumissions, informer le Représentant du Ministère à l'écrit de toutes révisions non demandées par le Représentant.
- .5 Les soumissions devront être accompagnées d'une lettre d'envoi, double, contenant:
 - .1 Date.
 - .2 Titre du projet et numéro du projet.
 - .3 Nom et adresse de l'Entrepreneur.
 - .4 Identification et quantité de chaque dessin d'atelier, données de produits, et échantillons.
 - .5 Tout autres données pertinentes.
- .6 Les soumissions devront inclure:
 - .1 Date et date de révisions.
 - .2 Titre du projet et numéro du projet.
 - .3 Nom et adresse de:
 - .1 Sous-traitant.
 - .2 Fournisseur.
 - .3 Fabricant.
 - .4 L'étampe de l'Entrepreneur signé par le représentant autorisé de l'Entrepreneur certifiant l'agrément des soumissions, vérification des mesures sur chantier et conformité avec les Documents Contractuels.
 - .5 Détail des portions appropriées de travaux tel que requis:
 - .1 Fabrication.
 - .2 Plan avec dimensions incluant les mesures de chantier et dégagements.
 - .3 Détails de placement ou d'érection.
 - .4 Capacités.
 - .5 Caractéristiques de performance.
 - .6 Standards.
 - .7 Poids d'opération.
 - .8 Schéma de câblage.
 - .9 Schéma à lignes unifilaires et autres schémas.
 - .10 Relation aux autres travaux adjoints.
- .7 Distribuer les copies lorsque le Représentant du Ministère aura terminé la revue des soumissions.

1.3 DESSINS D'ATELIER

- .1 L'expression 'dessins d'atelier' désigne les dessins, schémas, illustrations, tableaux, graphiques de rendement ou de performance, dépliants et autre documentation que doit fournir l'Entrepreneur pour montrer en détail une partie de l'ouvrage visé.

- .2 Quand il est nécessaire où à la demande du Représentant du Ministère, les dessins doivent porter le sceau et la signature d'un ingénieur compétent reconnu ou détenant une licence lui permettant d'exercer au Canada, dans la province du Nouveau-Brunswick.
- .3 Les dessins d'atelier doivent indiquer les matériaux à utiliser ainsi que les méthodes de construction, de fixation ou d'ancrage à employer, et ils doivent contenir les schémas de montage, les détails des raccordements, les notes explicatives pertinentes et tout autre renseignement nécessaire à l'exécution des travaux. Lorsque des ouvrages ou des éléments sont reliés ou raccordés à d'autres ouvrages ou à d'autres éléments, indiquer sur les dessins qu'il y eu coordination des prescriptions, quelle que soit la section aux termes de laquelle les ouvrages ou les éléments adjacents seront fournis et installés. Faire des renvois au devis et aux dessins d'avant-projet.
- .4 Soumettre une (1) copie électronique des dessins d'atelier prescrits dans les sections techniques du devis et selon les exigences raisonnables du Représentant du Ministère.
- .5 Faire des renvois à l'information des dessins d'atelier aux portions applicable des Documents Contractuels.

1.4 DONNÉES DE PRODUITS

- .1 Données de produits: feuilles de catalogues des fabricants, brochures, littérature, schémas et diagrammes de performance, utilisés pour illustrer les produits standard des fabricants.
 - .1 Soumettre des copies électroniques des données de produits.
- .2 Grandeur de pages: 215 x 280 mm, maximum de 3 modules.
- .3 Supprimer toute information non reliée au projet.
- .4 Fournir de l'information additionnelle applicable au projet.
- .5 Faire des renvois à l'information des données de produits aux portions applicable des Documents Contractuels.

1.5 ÉCHANTILLONS

- .1 Échantillons: exemplaires de matériaux, équipement, qualité, finitions, qualité de la main-d'œuvre.
 - .1 Là où le choix de couleurs est requis, soumettre une pleine gamme d'échantillons.
- .2 Les échantillons revus et approuvés deviendront le standard de référence de la main-d'œuvre et de matériaux pour les travaux.

1.6 RAPPORT DE TESTS

- .1 Soumettre une copie électronique des résultats de tests requis dans les devis et tel qu'exigé par le Représentant du Ministère.
 - .1 Le rapport doit être signé par un membre officiel autorisé du laboratoire effectuant les tests, constatant que les matériaux, produits ou systèmes qui doivent être soumis ont été testés conformément aux besoins des devis.
- .2 Les tests doivent avoir été effectués pas plus de trois (3) ans avant la date d'attribution du contrat.

1.7 CERTIFICATS

- .1 Soumettre une copie électronique des certificats requis dans les devis et tel qu'exigé par le Représentant du Ministère.
 - .1 Les certificats doivent être imprimés sur le papier de la compagnie de fabricant et signé par un membre officiel autorisé de la compagnie de fabricant constatant que les matériaux, produits ou systèmes qui doivent être soumis sont conforme aux besoins des devis.
- .2 Les certificats doivent être effectués avec le nom du projet ainsi que la date suivant la complétion du projet.

1.8 INSTRUCTIONS DE FABRICANT

- .1 Soumettre une copie électronique des instructions de fabricants.
 - .1 Matériel imprimé avec description pour l'installation de produit, systèmes ou matériel, incluant des notes spéciales concernant le produit et 'Material Safety Data Sheet' (MSDS) concernant impédance, danger et précautions pour la sécurité.

1.9 REVUE

- .1 Si, suivant la revue du Représentant du Ministère, aucune erreur ou omissions sont découvertes ou si seulement des corrections mineurs sont effectués, des copies électroniques seront retournées et la fabrication et l'installation des travaux pourra résumer. Si les dessins d'atelier sont rejetés, la copie notée sera retournée et une autre soumission sera requise, selon la même procédure de soumission, avant que la fabrication et l'installation des travaux puisse commencer.
- .2 La revue des dessins d'atelier par le Représentant du Ministère a pour le seul but de vérifier la conformité avec le concept général.
 - .1 Cette revue ne signifie pas que le Représentant du Ministère approuve la conception détaillée inhérent dans les dessins d'ateliers, qui demeure la responsabilité de l'Entrepreneur faisant la soumission et cette revue n'enlèvera pas l'allègement de la responsabilité de l'Entrepreneur responsable pour les erreurs, omissions dans les dessins d'ateliers ou la responsabilité de rencontrer les exigences des Dossiers Contractuels.
 - .2 Sans restreindre les généralités de ce qui précède, l'Entrepreneur est responsable de confirmer et mettre en corrélation les dimensions au chantier, pour l'information unique et pertinente au procès de fabrication ou aux techniques de construction et installation ainsi que la coordination des travaux de sous-traitants.

1.10 DOCUMENTATION PHOTOGRAPHIQUE

- .1 Soumettre, tous les mois avec le rapport d'avancement des travaux, et selon les directives du Représentant du Ministère, une (1) copie du dossier de photographies numériques en couleurs, haute résolution, en format 'jpg', présenté sur support électronique.
- .2 Identification du projet: désignation et numéro du projet et date de prise de la photo.
- .3 Nombre de points de vue:

- .1 Les points de vue et leur emplacement seront déterminés par le Représentant du Ministère.
- .4 Fréquence de soumission des photos: selon les directives du Représentant du Ministère.
 - .1 Une fois les travaux de fondation, d'excavation et de nivelage terminés mais avant que les ouvrages soient dissimulés ou selon les directives du Représentant du Ministère.

1.11 CERTIFICATS ET PROCES-VERBAUX

- .1 Soumettre une lettre en règle venant de WorkSafe NB immédiatement après l'attribution du contrat.

Part 2 PRODUITS

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

Part 3 EXÉCUTION

3.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

FIN DE SECTION

Part 1 GÉNÉRALITÉS

1.1 RÉFÉRENCES

- .1 Ministère des Transports et Infrastructure du Nouveau-Brunswick
 - .1 Guide de signalisation des travaux routiers (version plus récente).
- .2 Manual of Uniform Traffic Control Devices for Canada (MUTCD-C) – (version plus récente).
- .3 Devis types du Ministère des Transports et Infrastructure du Nouveau-Brunswick (version plus récente):
 - .1 Devis Type MTINB, Section 917 – Signaleurs
 - .2 Devis Type MTINB, Section 918 – Déviations
 - .3 Devis Type MTINB, Section 919 – Maintient de la circulation

1.2 DESCRIPTION

- .1 Cette section spécifie les exigences et les procédures pour la régulation de la circulation pour assurer la protection du travail et la sécurité du public à la satisfaction du représentant du Ministère.

1.3 L'INSTRUCTION DES SIGNALEURS

- .1 L'entrepreneur doit s'assurer que seuls les employés qui sont en possession de 'certificat de signaleur' de la santé, de la sécurité et de l'indemnisation du Nouveau-Brunswick sont attribués à ce projet.

Part 2 PRODUITS

2.1 DISPOSITIFS DE CONTRÔLE DE LA CIRCULATION

- .1 Barricades, panneau indicateur, balises, feux d'avertissement, panneaux de messages électroniques, les pagaies de signaleur et autres dispositifs doivent être en stricte conformité avec le Manuel de Travail de Signalisation des Transports du Nouveau-Brunswick.
- .2 Panneau indicateur, barricades, balises et pagaies de signaleur sont comme neuf et rétro réfléchissante pour montrer la même forme et couleur la nuit et le jour.
- .3 Les panneau indicateur doit être bilingue ou symbolique.
- .4 Tous les panneau indicateur de détour, restriction de voie, contrôle de la circulation et de restriction de vitesse nécessaires à un soulèvement site individuel de gel de réparation doivent être en place avant toute excavation de la route à cet endroit commence.

Part 3 EXÉCUTION

3.1 GENERAL

- .1 Mener des opérations avec intention de minimiser des inconvénients à la circulation du public.
- .2 Fournir et entretenir l'accès vers et à partir des propriétés adjacentes à la zone de travail.
- .3 Assurer le contrôle de la circulation grâce à l'utilisation soit d'un système de feux de circulation approuvé ou par signaleurs.
- .4 Continuer à utiliser des signaleurs ou un système de feux de circulation approuvé durant la période entre la fin de la journée de travail et le début de la prochaine période de travail où une seule voie sera ouverte à la circulation.
- .5 Au moins une semaine avant le début des travaux, soumettre un plan de signature de contrôle de circulation au représentant du Ministère. Cette disposition doit indiquer la quantité, l'espacement et les détails des panneaux indicateur, à utiliser durant la construction pour chaque site de la zone de travail (y compris les ajustements pour les différentes étapes de travail). Une copie doit être transmise au directeur général du parc national Kouchibouguac. Travail ne commence pas avant que le Représentant du Ministère a approuvé la mise en page.
- .6 L'accommodation du trafic et les heures de travail doivent être comme indiqué dans la section 01 14 00 - Restrictions visant les travaux.
- .7 Prendre en compte l'effet des pentes raides et les alignements incurvés présentes dans la zone de travail lors de la planification et de l'exécution des mesures de contrôle de la circulation.

3.2 PROTECTION DU TRAFIC PUBLIC

- .1 Se conformer aux exigences des lois, des règlements et de réglementations administratifs en vigueur de la réglementation de la circulation ou l'utilisation de routes sur lesquelles il sera nécessaire de procéder à des matériaux ou de l'équipement de travail ou de courriers.
- .2 Lorsque vous travaillez sur le chemin parcouru:
 - .1 Placez l'équipement en place pour minimiser les interférences et le danger du public.
 - .2 Garder les unités d'équipement aussi rapprochés que les conditions de travail permet et en préférence sur un même côté du chemin parcouru.
 - .3 Ne pas laisser du matériel sur le chemin parcourue pendant la nuit.
- .3 Fermer les voies de la route seulement après réception de l'approbation écrite du représentant du ministère.
 - .1 Avant de réacheminer le trafic, l'installation des panneaux et des dispositifs appropriés comme par le manuel 'Work Area Traffic Control Manual'.
- .4 Gardez le chemin voyagé nivelé, absent de nid de poule et de largeur suffisante pour le nombre de voies requis.
 - .1 Fournir un chemin temporaire 7 m de large minimum pour le trafic dans les sections bidirectionnelles qui passe dans les sections de travail et les détours.

- .2 Fournir un chemin temporaire 5 m de large minimum pour le trafic dans les sections unidirectionnelles qui passe dans les sections de travail et les détours.
- .5 Fournir détours en gravier ou des routes temporaires comme dirigé par le Représentant du Ministère pour faciliter le passage du trafic autour de la zone de construction restreinte:
 - .1 Mettre le sol au niveau pour les détours en conformant la section 31 24 13 – Remblais routiers.
 - .2 Place et presse la couche de fondation granulaire en conformant avec la section 32 11 16.01 – Couche de fondation de base granulaire.
 - .3 Place et presse la couche la base granulaire en conformant avec la section 32 11 23 – Couche de base granulaire.

3.3 INTERUPTIONS DU TRAFIC

- .1 Fournir des babillards électroniques aux deux entrées de la promenade pour fournir la circulation publique dans la zone de construction en cours.
- .2 Période et synchronisation des interruptions du trafic qui sont plus grand que 15 minutes doivent être approuvé à l'avance par le Représentant du Ministère.

3.4 DÉTOURS

- .1 Construire et entretenir des routes de contournement qui peuvent être nécessaires jusqu'à une pente maximale de 10%.

3.5 BARRAGES ET ENSEIGNES

- .1 Fournir, Installer et entretient les barricades nécessaires, des lumières d'avertissement appropriées, des signaux de danger et autres signaux.
- .2 Le placement et l'érection des panneaux, barricades, balises, feu de détresse et autre dispositifs doivent strictement conformé avec le manuel de contrôle de signalisation des travaux routiers, Ministère des Transports, Province du Nouveau-Brunswick.
- .3 Enlever ou couvrir les panneaux indicateurs qui n'appliquent plus à la condition présente.
- .4 S'assurer, à chaque jour, que les dispositifs soit en place, n'ont pas de dommages et s'ont lisible. Réparer, remplacer ou repositionner comme requis or dirigé par le Représentant du Ministère.

3.6 LES ZONES DE VITESSES

- .1 Les panneaux indicateurs de vitesse dans une zone de construction doit être:
 - .1 50 km/h en absence de construction.
 - .2 30 km/h lorsque la construction est en cours sur la route ou la construction est en train de traverser la chaussée.
- .2 Il y aura une application stricte sur les limites de vitesse par la GRC et par 'Environmental Protection Officer and Parks Canada Warden Service'.

3.7 SIGNALERS

- .1 Fournir un Signaleur lorsque:
 - .1 Le trafic doit passer des voitures ou de l'équipement de travail qui pourraient bloquer le chemin ou la voie voyagé.
 - .2 Il est nécessaire d'engager un système de circulation à sens unique autour ou à travers de la zone de construction lorsque les volumes de trafic sont élevés.
 - .3 Les Travailleurs ou l'équipement de travail est en marche au front d'une colline, autour d'un virage serré ou toute autre location ou le trafic à sens inverse n'aurait pas d'alerte suffisante avant leur présence.
 - .4 Les zones de haute vitesse et de volume élevé de trafic où la protection temporaire est nécessaire alors que d'autres dispositifs de contrôle de la circulation sont érigés ou enlever.
 - .5 Autres dispositif de control de trafic ne sont pas disponible.
 - .6 La protection complète du public et les travailleurs n'est pas pris soin de par autre arrangement.
- .2 Assurez que les signaleurs sont au courant de la situation où il pourrait avoir un retard et sont prêts à expliquer la raison et la durée approximative de public.
- .3 Assurez que les signaleurs sont propres en apparence, exercent leurs fonctions de manière courtois et diligent et sont conscients de l'importance de la protection des travailleurs et du grand public.
- .4 Équiper chaque signaleur avec:
 - .1 Un casque de protection.
 - .2 Une palette de signaleur de forme diamant, qui démontre un panneau d'arrêt rouge superposée sur un arrière-plan blanc, qui face la direction du trafic qui doit arrêter. Le derrière doit être un diamant jaune. La palette doit être réfléchissante pour montrer la même forme et couleur durant le jour et la nuit.
 - .3 Une veste ou un manteau de signaleur 'blaze red' ou 'blaze orange'. Durant la nuit ou les temps de noirceur, la veste ou le manteau doit avoir des rayures blanche vertical qui sont réfléchissante, au moins deux au-devant et 2 au derrière doivent être visible a tous temps.
 - .4 Pour signaler durant les heures d'obscurités, une lampe de poche équipée d'un bâton de signalisation rouge du même type que ceux utilisés par la police.
 - .5 Un moyen de communication pour chaque équipe de signaleurs (des téléphones de campagne, radios bidirectionnelles, etc.) où les deux extrémités d'une section restreinte ne sont pas inter visibles.
- .5 Placer un panneau indicateur 'RTAC WD-A45 Flagman' en avant de chaque station de signaleur. Dans les sections ou seulement un signaleur est nécessaire pour contrôlé une section de rue ou le trafic passe à sens unique, un panneau indicateur doit être placée pour les deux sens de trafic.
- .6 Assurer que les panneaux indicateurs de signaleur sont couverts ou enlever lorsque la signalassions n'est plus requise.
- .7 Placer les stations de signaleur pas moins de 20 m de la zone de travail.

- .8 Assurer que les signaleurs sont familiers avec et suivent les procédures standard de signaleur:
- .1 Donné des signaux dans une manière claire et précise pour éviter la confusion qui peut se développer dans l'esprit du public au sens des signaux donnés.
 - .2 Se tenir dans une position hors de danger, préférablement sur la ligne médiane du chemin ou le public peut clairement voir le signaleur et le panneau indicateur.
 - .3 Pour céder le trafic durant la journée, se mettre en face du trafic qui s'approche et étend le bras gauche horizontalement à travers la voie de circulation avec le panneau indicateur tenue en position verticale et avec le côté 'Stop' face au publique. Pour plus d'importance lever le bras droit avec la paume ouverte et vers les véhicules que s'approchent. Dans la noirceur, un panneau indicateur avec une lampe de poche dont un bâton rouge est attaché, tenue dans la main droite doit être étendu horizontalement à angle droit au trafic qui s'approche.
 - .4 Pour ralentir la circulation en plein jour, il faut étendre le bras gauche horizontalement à travers de la voie de circulation avec le panneau indicateur tenue en position verticale et avec le côté jaune face au voitures qui approche. Pour plus d'importance il faut étendre le bras droit horizontalement loin du corps avec la paume vers le bas et se déplacer lentement de haut en bas. Dans l'obscurité supposer la même position avec une lampe de poche dont un bâton rouge y est attaché, tenue dans la main droite.
 - .5 Si les procédures ci-dessus résultent en ralentissant la circulation en dessous de la vitesse nécessaire, Le signaleur se tourne vers toute voie de circulation et regarde pardessus l'épaule droite au trafic qui doit être dirigé. En plein jour, étendre le bras droit et bouger le bras d'une manière elliptique correspondant à la rotation et la direction de roues de véhicules. Tendre le bras gauche en avant dans la voie de circulation, avec le panneau indicateur tenu debout avec le côté jaune face à la circulation qui doit d'être dirigé. Dans l'obscurité supposer la même position avec une lampe de poche dont un bâton rouge y est attaché, tenue dans la main droite.
 - .6 Pour s'assurer que la circulation et la vitesse du public soit tenu à jour, il faut étendre le bras droit et déplacer de manière elliptique correspondant à la rotation et la direction de roues de véhicules. Amener le panneau indicateur dans la main gauche derrière la jambe du signaleur la plus éloignée du trafic. Dans l'obscurité utilise une lampe de poche dont un bâton rouge y est attaché, tenue dans la main droite.
 - .7 les signaux de procéder ou procéder lentement, peut être donné verbalement après l'arrêt de la circulation.
 - .8 Ne jamais utiliser le panneau indicateur du signaleur pour agiter le trafic ou l'afficher dans une autre position autre que statique.
 - .9 Lorsque deux signaleurs travaillent en équipe aux extrémités opposées d'une restriction, un signaleur doit être désigné comme signaleur chef avec le but de coordonner les mouvements de la circulation. Le signaleur chef doit initier des changements dans le flux directionnel du trafic et déterminer la durée de chaque cycle. Lorsque des panneaux visuels sont utilisés entre eux pour attribuer les changements dans le mouvement de la circulation, ils doivent être prédéterminés et ne pas être de nature à tromper le trafic.

3.8 PERSONNE D'ACCOMMODATION DU TRAFIC

- .1 L'entrepreneur doit fournir des services 24 heures par jour.
- .2 Les responsabilités majeur de la personne d'accommodation du trafic:
 - .1 Maintenir les appareils et les panneaux indicateurs de contrôle de la circulation lors de l'arrêt régulier, la fin de semaine et la nuit, toute la semaine.
 - .2 Maintenir la propreté des panneaux indicateurs, les bâtons éclairants, les barricades, etc. utiliser pour contrôler et accommoder le trafic.
 - .3 Aider le public en cas d'urgence.
 - .4 Contactez les autorités appropriées en cas d'urgence, c'est à dire, le superviseur de l'entrepreneur, le gardien de parc ou le Représentant du Ministère.

FIN DE SECTION

Part 1 GÉNÉRALITÉS

1.1 RÉFÉRENCES

- .1 Code canadien du travail, partie II, Règlement canadien sur la sécurité et la santé au travail
- .2 Province du Nouveau-Brunswick
 - .1 Loi sur l'hygiène et la sécurité au travail, L.R.N.-B.- Version la plus récente.

1.2 DÉFINITIONS

- .1 COSH: Canada Occupational Health and Safety Regulation sous partie II du Code Canadien de Main-d'oeuvre.
- .2 Personne compétente: est une personne qui est:
 - .1 Qualifié par connaissance personnelle, formation et expérience requise pour compléter les travaux d'une façon qui va assurer la santé et sécurité dans le milieu de travail, et;
 - .2 Connaissant des provisions et réglementations concernant la santé et sécurité dans le milieu de travail qui s'applique aux travaux, et;
 - .3 Connaissant des dangers de santé et sécurité potentiels ou actuels associés aux travaux.
- .3 Blessure ayant besoin d'aide médicale: tout blessure mineur pour laquelle in traitement médical à été donné et dont les couts sont couverts par 'Workers Compensation Board' de la Province ou la blessure a eu lieux.
- .4 EPI: Équipement de protection individuelle.
- .5 Chantier: tel qu'utilisé dans cette section veux dire tous les endroits où les travaux de l'Entrepreneur prennent place pour terminer les travaux requis.

1.3 SOUMISSIONS

- .1 Soumettre les documents et les échantillons requis conformément à la section 01 33 00 - Documents et échantillons à soumettre.
- .2 Soumettre, avant la mobilisation de la main-d'œuvre, un plan de santé et de sécurité établi expressément pour le chantier et regroupant les éléments ci-après.
 - .1 Soumettre avant 10 jours de la date d'acceptation de la soumission de contrat et avant de commencer les travaux.
 - .2 Le Représentant du Ministère fera la revue du plan de santé et de sécurité et fournira des commentaires.
 - .3 Réviser le plan tel que requis et resoumettre 5 jours après avoir reçu les commentaires.
 - .4 La revue et les commentaires du Représentant du Ministère par rapport au plan de santé et sécurité ne devra pas être interprété comme un endossement, approbation ou implicite une garantie quel que soit par le Gouvernement du

Canada et ne réduira pas les responsabilités de l'Entrepreneur par rapport à la santé et sécurité des travaux.

- .5 Durant les travaux, soumettre les révisions et changements.
- .3 Soumettre le nom du désigné de la santé et sécurité sur chantier ainsi que les documents requis dans le plan de santé et sécurité.
- .4 Soumettre permis de construire, certificat de conformité et autres permis obtenus.
- .5 Soumettre une copie de lettre en règle de 'Provincial Workers Compensation' ou autre département d'organisation de la main d'œuvre.
 - .1 Soumettre une lettre en règle révisé lorsqu'une lettre devient échue durant la période des travaux.
- .6 Soumettre des copies de rapports ou directives publiées par les inspecteurs fédéral et provincial pour la santé et sécurité.
- .7 Soumettre des copies des rapports d'incidents.
- .8 Soumettre WHMIS 'Material Safety Data Sheets' (MSDS).

1.4 EXIGENCES DE CONFORMITÉ

- .1 Conformer à la loi sur la santé et sécurité du Nouveau-Brunswick et règlements suivant la loi.
- .2 Conformer au Code Canadien de Main d'œuvre – Partie II (intitulé, Santé et sécurité au travail) et COSH (Canadian Occupational Safety Regulations) ainsi que tout autres règlements suivant la loi.
 - .1 Le 'Canadien Labour Code' peut être visionné ici:
[www.http://laws.justice.gc.ca/en/L-2/](http://laws.justice.gc.ca/en/L-2/)
 - .2 COSH peut être visionné ici: [www.http://laws.justice.gc.ca/eng/SOR-86-304/n_e.html](http://laws.justice.gc.ca/eng/SOR-86-304/n_e.html)
- .3 En cas de conflit ou de divergence, entre les exigences spécifiées ci-dessus, la plus stricte s'applique.
- .4 Maintenir la couverture d'indemnisation des travailleurs en règle pour la durée du contrat. Fournir preuve de clairance par soumission de lettre en règle.
- .5 Surveillance médicale: Obtenir et maintenir la documentation du surveillance médicale des travailleurs où prescrit par la législation ou la réglementation.

1.5 RESPONSABILITÉS

- .1 Être responsable pour la santé et sécurité des personnes sur le chantier, sécurité de la propriété sur le chantier et protection des personnes et de l'environnement adjacent au chantier à l'ampleur ou ils peuvent être affectés par les travaux.
- .2 Conformer et imposer que tous les travailleurs, sous-traitants et autres personnes aillant accès au chantier conformément aux règlements des Documents Contractuels, lois en vigueur Fédérales, Provinciales et locales, et ordonnances, et le plan de santé et sécurité du chantier.

1.6 ACCÈS ET CONTRÔLE DU SITE

- .1 Contrôler le travail et les points d'accès au chantier. Seulement approuver l'accès aux travailleurs et personnes autorisées. Arrêter et immédiatement enlever toutes personnes non-autorisées.
 - .1 Le Représentant du Ministère va fournir le nom des personnes autorisées par le Représentant du Ministère d'avoir accès au chantier et assurera que ces personnes aient les connaissances et une formation de santé et sécurité requises pertinente à leur travail sur le chantier. Par contre, l'Entrepreneur demeure responsable pour la santé et sécurité des personnes autorisées lors de leur visite sur le chantier.
- .2 Isoler le chantier des autres endroits adjacent par méthodes appropriées.
 - .1 Érection de clôtures, palissades, barricades et éclairage temporaire tel que requis pour efficacement délimiter le chantier, empêché l'entrée des personnes non-autorisées, et pour protégé les piétons et véhicules qui circulent dans les alentours et pour créer un environnement sécuritaire.
 - .2 Placer des affiches aux points d'accès au chantier et autres endroits stratégiques indiquant la restriction et les règlements d'accès.
 - .3 Utilisé des affiches professionnelles bilingues dans les deux langues officielles ou avec symboles internationaux reconnus.
- .3 Fournir une session d'orientation à la sécurité pour toutes personnes autorisées sur le chantier.
- .4 S'assurer que toutes personnes aillant accès au chantier portent leur équipement de protection individuelle (EPI). Fournir EPI aux autorités d'inspection qui doivent accéder le chantier pour effectuer des tests ou compléter des inspections.
- .5 Sécuriser le chantier pour éviter l'entré lors des périodes d'inactivité ou lorsque le chantier n'est pas occupé afin de protéger toutes personnes contre les dommages. Fournir un garde de sécurité quand une sécurité adéquate ne peut pas être atteinte par autres méthodes.

1.7 PROTECTION

- .1 Donner la priorité à la santé et sécurité des personnes et à l'environnement au-dessus des couts et considération de l'horaire des travaux.
- .2 Si des hasards ou conditions imprévues ou particulières deviennent évidentes pendant le déroulement des travaux, prendre des mesures immédiates afin de rectifier la situation et prévenir des dommages. Aviser le Représentant du Ministère verbalement et par écrit.

1.8 DÉPÔT D'AVIS

- .1 Déposer L'avis de projet avec les autorités de santé et sécurité Provinciale avant de commencer les travaux.
 - .1 Si il est nécessaire, le Représentant du Ministère assistera à trouver l'adresse.

1.9 PERMIS

- .1 Afficher les permis, licences et certificats de conformité sur le chantier.

- .2 Quand un permis ou un certificat de conformité ne peut pas être obtenu, avisé le Représentant du Ministère à l'écrit et obtenir l'approbation de procéder avant de commencer les travaux.

1.10 ÉVALUATION DES RISQUES

- .1 Compléter une évaluation des risques de santé et sécurité spécifique des travaux et du chantier.
- .2 Compléter une évaluation initiale avant de commencer les travaux continuer compléter des évaluations durant les travaux tel que requis, incluant les nouveaux travaux et nouveaux sous-traitants qui arrivent sur le chantier.
- .3 Noter les résultats et adresser dans le plan de santé et sécurité.
- .4 Garder la documentation sur le chantier pour la durée des travaux.

1.11 CONDITIONS DU CHANTIER ET DU PROJET

- .1 La liste suivante indique certain risques de santé, environnement et sécurité au chantier avec lesquels les travaux peuvent avoir contact:
 - .1 Conditions connues et latent du chantier et de l'environnement:
 - .1 Travaux près des cours-d'eau.
 - .2 Travaux sur les pentes ou terrain varié.
 - .3 Sécurité électrique requise.
 - .4 Travaux avec conditions météorologiques adverses.
 - .5 Travaux près des tranchées et excavations.
 - .6 Travaux près de la circulation de véhicules.
 - .7 Travaux près des arbres et obstructions aériennes.
 - .8 Travaux près des services d'utilité enterrée.
 - .9 Travaux près de machinerie lourde.
 - .2 Opérations de la facilité en cours:
 - .1 L'entrepreneur devra coopérer avec les utilisateurs des facilités existantes. Maintenir l'accès aux facilités existantes du Parc et consulter avec le Représentant du Ministère pour les limites d'accès au site.
 - .3 Prendre les directions du Représentant du Ministère si il y a des interférences.
 - .4 Ne pas déraisonnablement encombrer le chantier avec des matériaux.
 - .5 Déplacer les matériaux et l'équipement entreposer qui interfèrent avec les travaux.
 - .6 Se conformer avec tous les règlements et autorités ayant juridiction sur les travaux.
- .2 Les éléments ci-dessus ne devront pas être interprétés comme étant complet et inclusif de tous risques rencontrés durant les travaux.
- .3 Inclure tous les éléments ci-dessus lors de l'évaluation des risques du chantier et du projet.

- .4 Les 'MSDS Data Sheets' des produits contrôlés et dangereux pertinent au projet entreposé au chantier seront disponibles du Représentant du Ministère.

1.12 RÉUNIONS

- .1 Assister à une réunion de santé et sécurité qui sera convoquée et présidé par le Représentant du Ministère avant d'entreprendre les travaux, à une date et endroit qui sera déterminé par le Représentant du Ministère. S'assurer que les suivants soient présents:
 - .1 Directeur des travaux.
 - .2 Représentant de la santé et sécurité sur chantier.
 - .3 Sous-traitants.
- .2 Organiser des réunions sur chantier et réunions de santé et sécurité pendant les travaux conformément aux règlements de santé et sécurité.
- .3 Garder les documents au chantier.

1.13 PLAN DE SANTÉ ET SÉCURITÉ

- .1 Avant de commencer les travaux, développer un plan écrit de santé et sécurité spécifique aux travaux. Exécuter, maintenir et imposer le plan pour la pleine durée des travaux et jusqu'à ce que la démobilisation soit complété.
- .2 Le plan de santé et sécurité devra inclure the éléments suivant:
 - .1 Faire une liste des risques de santé et sécurité qui ont été identifié lors de l'évaluation de risques.
 - .2 Mesures de contrôle utilisé pour atténuer les risques identifiés.
 - .3 Plan d'urgence et de contingence sur chantier tel qu'indiqué dessous.
 - .4 Plan de communication sur chantier tel qu'indiqué dessous.
 - .5 Nom du représentant de l'entrepreneur responsable pour la santé et sécurité sur chantier et information démontrant preuve de compétence ainsi que leur rapport dans la compagnie de l'entrepreneur.
 - .6 Noms, compétences et rapports d'autres personnel de supervision pour les travaux pour le but de santé et sécurité.
- .3 Plan d'urgence et de contingence sur chantier devra inclure:
 - .1 Procédures d'opération, mesures d'évacuation et processus de communication qui sera mis en œuvre en cas d'urgence.
 - .2 Plan d'évacuation: plan du site montrant les endroits de rassemblement. Détails des méthodes d'avertissement par alarme, endroits d'équipement pour combattre les incendies ainsi que tout autre information importante.
 - .3 Noms, fonctions et responsabilités de personnes désignées comme garde d'urgence et députés.
 - .4 Contacts d'urgence: nom et numéros de téléphone des officiaux de:
 - .1 L'Entrepreneur et les sous-traitants.
 - .2 Autorités départementales fédérales et provincial ayant juridiction.
 - .3 Ressources et organisations d'urgence locales.
 - .5 Un plan combiné qui inclut le plan d'urgence sur chantier et le plan d'évacuation.

- .4 Plan de communication sur chantier:
 - .1 Procédures pour la distribution d'information de santé et sécurité aux travailleurs et sous-traitants, incluant les mesures d'urgence et d'évacuation.
 - .2 Une liste des activités critiques qui ont le risque de mettre en danger la santé et sécurité des personnes sur le chantier devra être communiquée au gérant du chantier.
- .5 Adresser tous les activités requise pour les travaux incluant celles des sous-traitants.
- .6 Régulièrement faire une revue du plan de santé et sécurité lors des travaux. Mettre à jour si des nouveaux risques ou hasards se présentent, par exemple, lorsque des nouveaux sous-traitants se présentent au chantier.
- .7 Le Représentant du Ministère répondra à l'écrit si des préoccupations ou déficiences se présentent et fera la demande que des corrections se fassent et que le plan sous resoumis.
- .8 Bien afficher une copie du plan ainsi que toutes mises à jour au chantier.

1.14 SURVEILLANCE DE LA SÉCURITÉ

- .1 Employer un représentant de la santé et sécurité sur chantier responsable pour la surveillance quotidienne de santé et sécurité des travaux.
- .2 Le représentant de la santé et sécurité peut être le gérant du chantier ou autre personne nommée par l'entrepreneur et sera assigné les responsabilités et aura l'autorité de:
 - .1 Exécuter, surveiller et imposer la conformité quotidienne aux exigences de santé et sécurité des travaux.
 - .2 Surveiller et imposer le plan spécifique de santé et sécurité sur chantier de l'entrepreneur.
 - .3 Compléter des sessions d'orientation à la santé et sécurité sur chantier pour toutes personnes ayant accès au chantier.
 - .4 S'assurer que toutes personnes ayant accès au chantier aillent les connaissances et une formation à la santé et sécurité pertinente à leurs activités sur le chantier ou qu'ils soient accompagnés d'une personne compétent lors de leur visite au chantier.
 - .5 Arrêter les travaux tel que jugé nécessaire pour raisons de santé et sécurité.
- .3 Le représentant de la santé et sécurité sur chantier devra:
 - .1 Être qualifié et compétent dans le domaine de santé et sécurité.
 - .2 Avoir de l'expérience spécifique aux travaux qui prendront place sur le chantier.
 - .3 Être sur le chantier en tout temps lors des travaux.
- .4 Tout personnel de surveillance assigné aux travaux devra aussi être une personne compétente.
- .5 Inspections:
 - .1 Régulièrement compléter des inspections de santé et sécurité des travaux à une fréquence minimum d'une fois à chaque deux semaines. Noter les déficiences et mesures de correction qui ont été prises.

- .2 Compléter des inspections formelles à une fréquence minimum d'une fois à chaque mois. Utiliser des formulaires standards d'inspection. Distribuer des copies aux sous-traitants.
- .6 Coopérer avec le représentant de santé et sécurité advenant le cas où il y en avait un désigné par le Représentant du Ministère.
- .7 Garder les rapports d'inspection et de surveillance connexes au chantier.

1.15 FORMATION

- .1 Utiliser que des travailleurs qualifiés sur le chantier qui sont bien formés dans les procédures de santé et sécurité dans le milieu de travail et les pratiques pertinentes à leur tâches assignées.
- .2 Maintenir une archive démontrant la formation de chaque employé. Fournir cette information au Représentant du Ministère lorsqu'une demande sera faite.
- .3 Lorsque des risques ou conditions imprévus ou particulières par rapport à la santé et sécurité se présentent durant les travaux, suivre les procédures qui sont en place pour le droit des employés de refuser le travail pour raison de sécurité conformément aux lois et règlements de la province ayant juridiction et aviser le Représentant du Ministère verbalement et aussi à l'écrit.

1.16 RÈGLES MINIMUM DE SÉCURITÉ SUR CHANTIER

- .1 Malgré les exigences de santé et sécurité provincial et fédéral qui doivent être suivit : s'assurer que les règles minimum suivantes soient aussi suivit par les personnes qui auront accès au chantier:
 - .1 Porter les PEI pertinent aux travaux et tâches assignées; le minimum étant un casque de sécurité, bottes de sécurité, lunettes de sécurité et protection pour oreilles.
 - .2 Faire un rapport immédiat des conditions non-sécuritaires sur le chantier, quasi-accidents, blessures et dommages.
 - .3 Maintenir le chantier dans un état propre et exempt de dangers qui pourraient causer des blessures.
 - .4 Obéir les affiches et étiquettes d'avertissement.
- .2 Informer les personnes des protocoles de disciplines qui seront suivit pour la non-conformité. Afficher les règlements au chantier.

1.17 CONFORMITÉ ET CORRECTIONS

- .1 Immédiatement adresser les questions de santé, sécurité et non-conformité identifiées par les autorités ayant juridiction ou par le Représentant du Ministère.
- .2 Fournir un rapport écrit au Représentant du Ministère indiquant les mesures qui ont été prises pour corriger les questions de santé, sécurité et non-conformité qui ont été identifié.
- .3 Le Représentant du Ministère arrêtera les travaux si les non-conformités aux règlements de santé et sécurité ne sont pas rapidement corriger.

1.18 RAPPORT D'INCIDENTS

- .1 Compléter une investigation et un rapport au Représentant du Ministère pour les incidents qui suivent:
 - .1 Incidents qui doivent être rapporté au 'Provincial Department of Occupational Health and Safety, Workers Compensation Board' où autres agences règlementaires.
 - .2 Blessures ayant besoin d'aide médicale.
 - .3 Dommages de propriété plus de \$10,000.00.
 - .4 Interruptions de l'opération des lieux résultant dans une perte au Département Fédéral plus de \$5,000.00.
- .2 Soumettre un rapport écrit.

1.19 PRODUITS DANGEREUX

- .1 Se conformer aux exigences de 'Workplace Hazardous Materials Information System' (WHMIS).
- .2 Garder 'MSDS Data Sheets' pour tous produits livrés au chantier.
 - .1 Afficher au chantier.
 - .2 Soumettre des copies au Représentant du Ministère.
- .3 Pour les travaux qui prennent place à l'intérieur d'un édifice occupé, afficher des copies supplémentaires dans un ou plusieurs endroits accessibles au public.

1.20 DYNAMITAGE

- .1 Le dynamitage ou l'utilisation d'autres explosifs sur le chantier n'est pas permis sans une permission écrite avec instructions venant du Représentant du Ministère.

1.21 ESPACES CLOS

- .1 Conformer aux lois et règlements de santé et sécurité pour les espaces clos.
- .2 Obtenir un permis d'accès conformément à la partie XI de 'Canada Occupational Health and Safety Regulations' avant d'entrer dans des espaces clos sur le chantier.
 - .1 Obtenir un permis du gérant de chantier.
 - .2 Garder une copie des permis délivrés.
- .3 Sécurité pour les inspecteurs:
 - .1 Fournir la formation et les PEI au Représentant du Ministère et autres personnes qui doivent entrer dans les espaces clos pour compléter leurs inspections.
 - .2 Être responsable pour l'efficacité de l'équipement et la sécurité des personnes entrant dans les espaces clos.

1.22 DOCUMENTS DE CHANTIER

- .1 Maintenir une copie au chantier des documents et rapports reliés à la sécurité tel que requis par les lois et exigences des autorités ayant juridiction ainsi que toute autre documentation requise dans les devis.

- .2 Fournir une copie des documents de chantier au Représentant du Ministère lorsqu'une demande a été faite.

1.23 AFFICHAGE DES DOCUMENTS

- .1 S'assurer que les items, articles, notes et ordres qui s'appliquent au projet soient afficher dans des endroits visibles au chantier conforme aux lois et exigences de la Province ayant juridiction.
- .2 Afficher autres documents tel que requis dans les devis incluant:
 - .1 Plan de santé et sécurité du chantier.
 - .2 WHMIS Data Sheets.
 - .3 Exigences d'incendie et de sécurité.
 - .4 Exigences des procédures spéciales pour systèmes de consignation.

Part 2 PRODUITS

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

Part 3 EXÉCUTION

3.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

FIN DE SECTION

Part 1 GÉNÉRALITÉS

1.1 STANDARD

- .1 Tous les travaux de cette section doivent se conformer aux exigences de la plus récente version des Devis types du Ministère des Transports et Infrastructure du Nouveau-Brunswick, section 948, sauf tel que modifié ici.

1.2 RÉFÉRENCES

- .1 Devis types du Ministère des Transports et Infrastructure du Nouveau-Brunswick (version plus récente):
 - .1 Devis Type MTINB, Section 948 - Exigences environnementales
 - .1 Ajouter
 - .1 948.2.1.1 – Le manuel de gestion de l'environnement (EMM) est affiché sur et peut être téléchargé à partir du site du MTINB. Téléphoner (506) 453-3939 pour l'achat de copies imprimées de l'information ou du manuel sur la formation EMM.

1.3 FEUX

- .1 Les feux et le brûlage des déchets sur le chantier sont interdits.

1.4 ÉLIMINATIONS DES DÉCHETS

- .1 Élimine les déchets dans la zone désignée.
- .2 déposer et jeter les conteneurs et les fluides de ceinture associée avec la maintenance des voitures dans un site approuvé par la province de l'élimination des déchets à l'extérieur du parc.
- .3 l'élimination des déchets ou matériaux volatiles, tels que l'essence minérale, d'huile ou de diluant à peinture dans les cours d'eau, égout pluvial ou égouts sanitaires est interdite. Éliminer tous les matériaux de l'eau dans un site approuvé par la province de l'élimination des déchets à l'extérieur du parc. L'abandon de détritiques est interdit.
- .4 Tout le béton aspartique, graviers et autres matériaux excavés de la chaussée et de l'excédent aux exigences de construction de la route doivent être éliminés à l'extérieur des limites du parc. Une liste des sites d'élimination doit être transmise au directeur du parc national Kouchibouguac.
- .5 Dans la mesure du possible, détourner les déchets produits carton, plastique et métal des sites d'enfouissement aux installations de recyclage appropriées.

1.5 DRAINAGE

- .1 Prévoir le drainage et le pompage temporaires nécessaires pour garder les excavations et le chantier à sec.
- .2 Ne pas pomper de l'eau contenant des matières en suspension dans les cours d'eau, les réseaux d'égout ou dans les systèmes de drainage.

- .3 Assurer l'évacuation ou l'élimination des eaux contenant des matières en suspension ou des substances nocives conformément aux exigences des autorités locales.

1.6 DÉFRICHEMENT DU CHANTIER ET PROTECTION DES PLANTES

- .1 Prendre les précautions nécessaires pour protéger les arbres, arbustes et la végétation dans les lignes de limites contractuelles indiquées sur les dessins ou comme dirigé par le Représentant du Ministre.
- .2 Durant les travaux d'excavation et de terrassement, protéger jusqu'à la ligne d'égouttement les racines des arbres désignés, afin qu'elles ne soient pas déplacées ni endommagées.
- .3 Éviter de circuler et de décharger ou d'entreposer des matériaux inutilement au-dessus de la zone radiculaire des arbres protégés.
- .4 Réduire au minimum l'enlèvement de la terre végétale et de la végétation, en particulier au voisinage des rives.
- .5 N'enlever des arbres que dans les zones indiquées ou désignées par le Représentant du Ministère.
- .6 Lorsque, par l'avis du Représentant du Ministère ou du Parc délégué à la protection environnementale, une négligence de la part de l'Entrepreneur mène à des dommages inutiles, une destruction de la végétation ou d'autres caractéristiques environnementales ou esthétiques à l'intérieur ou au-delà de la zone de travail jalonnée ou désignée, l'Entrepreneur sera responsable, à ses propres frais, de la restauration complète, y compris le remplacement d'arbres, d'arbustes, d'herbe, etc., à la satisfaction du Représentant du Ministère.

1.7 CONTRÔLE DES SÉDIMENTS ET ÉROSION

- .1 Toutes les mesures nécessaires pour minimiser l'érosion et l'atténuation des sédiments doivent être fournis au besoin ou comme dirigé par le représentant du Ministère.
- .2 Travail, équipements et matériaux à être fournis seront considérés comme accessoires au travail, à l'exception des instruments de paiement spécifiquement identifiés dans le tableau de prix unitaire.

1.8 TRAVAUX EXÉCUTÉS A PROXIMITÉ DES COURS D'EAU

- .1 L'entrepreneur est tenu d'installer, d'inspecter et maintenir en bon état de fonctionnement temporaires érosion, l'envasement et de contrôle de la pollution caractéristiques, comme indiqué par le Représentant du Ministère. Ces dispositifs doivent être retirés de manière appropriée à la fin du projet.
- .2 Ne pas utiliser le lit de la voie navigable pour les déblais.
- .3 Ne pas jeter des matériaux excavés, des déchets ou du débris.
- .4 Ne pas faire glisser de billots ou de matériaux de construction d'un bord à l'autre des cours d'eau.
- .5 Ne pas faire fonctionner l'équipement de construction dans les voies navigables.
- .6 Travaux réalisés dans et autour des cours d'eau seront effectués conformément à la réglementation des autorités ayant juridiction.

- .7 Les déblais et les remblais adjacents aux cours d'eau doivent être stabilisée, et le fossé coulures construites pour empêcher l'entrée de limon dans les voies navigables. En proximité de berges, de maintenir autant de la végétation existante que possible.
- .8 A l'issue de la construction, les débris doivent être éliminés pour empêcher son entrée dans les voies navigables et les lits des cours d'eau retourné à sa configuration d'origine.

1.9 PRÉVENTION DE LA POLLUTION

- .1 Entretenir les installations temporaires destinées à prévenir l'érosion et la pollution, et mises en place en vertu du présent contrat.
- .2 Assurer le contrôle des émissions produites par le matériel et l'outillage conformément aux exigences des autorités locales.
- .3 Arroser les matériaux secs et recouvrir les déchets afin d'éviter que le vent soulève la poussière ou entraîne les débris. Supprimer la poussière sur les chemins temporaires.
- .4 Tous les équipements, véhicules et installations utilisés sur le site doivent être en bon état de fonctionnement et sans fuite. Le Représentant du Ministère se réserve le droit d'avoir l'entrepreneur retiré immédiatement du site, tout équipement déficient, véhicules, etc.
- .5 Il y aura un 'Canadian Park Service Environmental Protection Officer' sur place pour entreprendre une surveillance globale de ce projet environnemental.

1.10 MOUVEMENTS DES VÉHICULES

- .1 Restreindre les mouvements de véhicules et d'équipement pour les zones perturbées existantes (routes d'accès, les fouilles d'emprunt de terre, les zones de disposition et les droit de passages).

1.11 STOCKAGE ET MANIPULATION DES CARBURANTS ET LES LIQUIDES DANGEREUSES

- .1 Localiser une installation de stockage de carburant à l'extérieur du parc et un minimum de 100 m de tout plan d'eau. Toute réservoirs de stockage de carburants utilisé doit être construit à double paroi, adéquates de sécurité et sera clos par un système de confinement de digues imperméable avec une capacité de volume au moins égal à 110% du réservoir de stockage de carburants des capacités de stockage de carburant. Tout déversement de carburant accumulé doit être immédiatement récupérés et placés dans des conteneurs sécurisés. Lorsqu'il n'est plus nécessaire, la zone de stockage de carburant doit être nettoyée à la satisfaction du représentant du Ministère et tous les sols contaminés de carburant transporté sur le site d'élimination des déchets industriels agréés, le plus proche.
 - .1 L'avitaillement de véhicules ou d'équipement ne sera pas autorisée à moins de 100 m de tout plan d'eau.
 - .2 Soyez prudent lors de la manipulation des carburants afin de minimiser le potentiel de déversements de celui-ci. Rapporter immédiatement tout carburant débordé au Représentant du Ministère. L'entrepreneur est responsable de tout nettoyage et de réparation résultant de tout déversement.
 - .3 Fournir et maintenir le matériel d'intervention d'urgence du site pour contenir les déversements et de minimiser les dommages à l'environnement, c'est à dire un

matériau absorbant, à l'approbation du Représentant du ministère. L'élimination de tous les matériaux contaminés doit suivre la clause 1.4 de la présente section.

1.12 CONTRÔLE DE L'ÉROSION

- .1 Des barrières à sédiments doivent être construits dans les fossés en bordure de route ou au ponceau inversent avant toute excavation dirigée par le Représentant du Ministère.
- .2 Pour minimiser le ruissellement, le travail sur des pentes qui peuvent affecter les plans d'eau sera réduit pendant les périodes de fortes précipitations, comme indiqué par le Représentant du Ministère.

1.13 PLAN DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

- .1 Des barrières à sédiments doivent être construits dans les fossés en bordure de route ou au ponceau inversent avant toute excavation dirigée par le Représentant du Ministère.
- .2 L'Entrepreneur est tenu de présenter un plan indiquant toutes les mesures de contrôle de la pollution qui seront utilisées pour répondre aux exigences de la section de la protection environnementale et d'examen environnemental préalable attachés à ce document. Ce plan sera examiné par le Représentant du Ministère et l'agent de protection de l'environnement avant le début des travaux. Pour tout écart par rapport à ce plan, l'approbation du Représentant du Ministère sera requise. Le plan de protection doit être soumis avant la réunion de pré-construction.

FIN DE SECTION

Part 1 GÉNÉRALITÉS

1.1 CODES, NORMES ET AUTRES DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

- .1 Les travaux doivent être exécutés conformément aux exigences du Code national du bâtiment (CNB), y compris tous les modificatifs publiés jusqu'à la date limite de réception des soumissions, et des autres codes provinciaux ou locaux pertinents; en cas de divergence entre les exigences des différents documents, les plus rigoureuses prévaudront.
- .2 Les travaux doivent satisfaire aux exigences des documents mentionnés ci-après, ou les dépasser.
 - .1 Les documents contractuels.
 - .2 Les normes, les codes et les autres documents de référence prescrits.

1.2 LOI SUR LES PARCS NATIONAUX

- .1 Exécuter les travaux conformément à la Loi sur les parcs nationaux lorsque ceux-ci sont exécutés à l'intérieur des limites d'un parc national.

Part 2 PRODUITS

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

2.2 EXÉCUTION

2.3 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

FIN DE SECTION

Part 1 GÉNÉRALITÉS

1.1 INSPECTION

- .1 Le Représentant du Ministère doit avoir accès aux ouvrages. Si une partie des travaux ou des ouvrages est exécutée à l'extérieur du chantier, l'accès à cet endroit doit également lui être assuré pendant toute la durée de ces travaux.
- .2 Dans le cas où des ouvrages doivent être soumis à des inspections, à des approbations ou à des essais spéciaux commandés par le Représentant du Ministère ou exigés aux termes de règlements locaux visant le chantier, en faire la demande dans un délai raisonnable.
- .3 Si l'Entrepreneur a couvert ou a permis de couvrir un ouvrage avant qu'il ait été soumis aux inspections, aux approbations ou aux essais spéciaux requis, il doit découvrir l'ouvrage en question, voir à l'exécution des inspections ou des essais requis à la satisfaction des autorités compétentes, puis remettre l'ouvrage dans son état initial.
- .4 Le Représentant du Ministère peut ordonner l'inspection de toute partie de l'ouvrage dont la conformité aux documents contractuels est mise en doute. Si, après examen, l'ouvrage en question est déclaré non conforme aux exigences des documents contractuels, l'Entrepreneur doit prendre les mesures nécessaires pour rendre l'ouvrage conforme aux exigences spécifiées, et assumer les frais d'inspection et de réparation. Si l'ouvrage en question est déclaré conforme aux exigences des documents contractuels, le Représentant du Ministère assumera les frais d'inspection et de remise en état ainsi engagés.

1.2 ORGANISMES D'ESSAI ET D'INSPECTION INDÉPENDANTS

- .1 Le Représentant du Ministère se chargera de retenir les services d'organismes d'essai et d'inspection indépendants. Le coût de ces services sera assumé par le Représentant du Ministère.
- .2 Le recours à des organismes d'essai et d'inspection ne dégage aucunement l'Entrepreneur de sa responsabilité concernant l'exécution des travaux conformément aux exigences des documents contractuels.
- .3 Si des défauts sont relevés au cours des essais et/ou des inspections, l'organisme désigné exigera une inspection plus approfondie et/ou des essais additionnels pour définir avec précision la nature et l'importance de ces défauts. L'Entrepreneur devra corriger les défauts et les imperfections selon les directives du Représentant du Ministère, sans frais additionnels pour le propriétaire, et assumer le coût des essais et des inspections qui devront être effectués après ces corrections.

1.3 ACCES AU CHANTIER

- .1 Permettre aux organismes d'essai et d'inspection d'avoir accès au chantier ainsi qu'aux ateliers de fabrication et de façonnage situés à l'extérieur du chantier.
- .2 Collaborer avec ces organismes et prendre toutes les mesures raisonnables pour qu'ils disposent des moyens d'accès voulus.

1.4 PROCÉDURE

- .1 Aviser d'avance l'organisme approprié et le Représentant du Ministère, lorsqu'il faut procéder à des essais afin que toutes les parties en cause puissent être présentes.
- .2 Soumettre les échantillons et/ou les matériaux/matériels nécessaires aux essais selon les prescriptions du devis, dans un délai raisonnable et suivant un ordre prédéterminé afin de ne pas retarder l'exécution des travaux.
- .3 Fournir la main-d'oeuvre et les installations nécessaires pour prélever et manipuler les échantillons et les matériaux/matériels sur le chantier. Prévoir également l'espace requis pour l'entreposage et la cure des échantillons.

1.5 OUVRAGES OU TRAVAUX REJETÉS

- .1 Enlever les éléments défectueux jugés non conformes aux documents contractuels et rejetés par le Représentant du Ministère, soit parce qu'ils n'ont pas été exécutés selon les règles de l'art, soit parce qu'ils ont été réalisés avec des matériaux ou des produits défectueux, et ce, même s'ils ont déjà été intégrés à l'ouvrage. Remplacer ou refaire les éléments en question selon les exigences des documents contractuels.
- .2 Le cas échéant, réparer sans délai les ouvrages des autres entrepreneurs qui ont été endommagés lors des travaux de réfection ou de remplacement susmentionnés.
- .3 Si, de l'avis du Représentant du Ministère, il n'est pas opportun de réparer les ouvrages défectueux ou jugés non conformes aux documents contractuels, le Maître de l'ouvrage déduira du prix contractuel la différence de valeur entre l'ouvrage exécuté et celui prescrit dans les documents contractuels, le montant de cette différence étant déterminé par le propriétaire.

1.6 RAPPORTS

- .1 Fournir 4 exemplaires des rapports des essais et des inspections au Représentant du Ministère.
- .2 Fournir des exemplaires de ces rapports aux sous-traitants responsables des ouvrages inspectés ou mis à l'essai ou au fabricant ou au façonneur des matériels inspectés ou mis à l'essai.

1.7 ESSAIS ET FORMULES DE DOSAGE

- .1 Fournir les rapports des essais et les formules de dosage exigés.
- .2 Le coût des essais et des formules de dosage qui n'ont pas été spécifiquement exigés aux termes des documents contractuels ou des règlements locaux visant le chantier sera soumis à l'approbation du Représentant du Ministère et pourra ultérieurement faire l'objet d'un remboursement.

Part 2 PRODUITS

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

Part 3 EXÉCUTION

3.1 SANS OBJET

.1 Sans objet.

FIN DE SECTION

Part 1 GÉNÉRALITÉS

1.1 ACCÈS

- .1 Fournir et maintenir un accès adéquat au chantier de travail.
- .2 Construire et maintenir des chemins temporaire durant la construction. TPSGC et Parcs Canada doivent approuver tous chemins temporaires dans le parc, avant d'être utilisé.
- .3 A la fin du travail a contrat, tous les chemins temporaires doivent être réhabilités à la satisfaction du représentant du Ministère.
- .4 Si les chemins existant sont autoriser pour accès au site de travail, ils doivent être maintenue pour la duration du contrat et réparer les dommages résultant de l'utilisation de les routes par l'entrepreneur.
- .5 Les Chemins et les parcs de stationnement utiliser par l'Equipment de l'entrepreneur or les voitures des employé doivent être propre à tous temps.

1.2 Office de Chantier du représentatif départemental

- .1 L'entrepreneur doit fournir un espace/bureau remorque pour le représentant du Ministère.
- .2 L'entrepreneur doit fournir un espace laboratoire pour le représentant du Ministère à l'usine d'asphalte.
- .3 Isoler et fournir un system de chauffage dans la bâtisse pour maintenir la température de 22 degrés Celsius à l'intérieur et -20 degrés Celsius a l'extérieure.
- .4 Finir les murs intérieurs et les plafonds avec des panneaux contreplaqués, des panneaux pressés ou des panneaux muraux et les peindre dans la couleur choisis.
- .5 Poser un system d'éclairage électrique pour fournir un minimum de 750 lx usant des agencements commercial blindé posé en applique avec un éclairage vertical de 10%.
- .6 L'entrepreneur doit acquière et payer pour un télécopieur, une connexion internet et un photocopieur pour l'office du représentant du Ministère pour son usage exclusif. Les communications interurbaines placées sur ce téléphone et télécopieur seront payé par le représentant du Ministère. Le papier utilisé pour le photocopieur et le télécopieur sera payé par le représentant du Ministère.
- .7 L'entrepreneur doit équiper l'office avec deux tables de 1 m x 2 m, une table à dessin de 1 m x 2 m, quatre chaises, 6 m de rayonnage a 300 mm large , un classeur avec 3 tiroir, un rack a dessin et un porte manteau.
- .8 A la fin du contrat, tout Equipment et meubles fourni par l'entrepreneur doivent lui être remis.
- .9 Fourniture du bureau, les fournitures et les services du représentant du Ministère sera accessoire à l'œuvre.

1.3 PANNEAU INDICATEUR DU CHANTIER

- .1 Panneau indicateur d'identification du projet:

- .1 Fournir 2 panneau indicateur d'identification du projet comprenant une fondation, du bois de charpente et un panneau indicateur de 1200 mm X 24 mm détaillée et décrit ci-dessous.
 - .1 Charpente et lattes: choisis de l'épinette Blanche, du sapin Douglas ou du cèdre rouge de l'ouest.
 - .2 Panneau indicateur: 19 mm de densité moyenne superposé en sapin Douglas au standard d'ACNOR 0121-M1978.
 - .3 Peinture: type alkydique, sans additifs silicone. Apprêt au standard CGSB1-GP-189M+Amdt-Aug-84, enamel to CGSB 1-GP-59M+Amdt-Aug-84.
 - .4 Attachements: clous en acier galvanisés chaudes.
 - .5 Visage du singe en vinyle: identification du projet imprimé, autoadhésif, superposition de film de vinyle, fournis par le représentant du Ministère.
- .2 Rechercher les panneaux d'identification du projet comme dirigé par le représentant du Ministère et construire comme suit:
 - .1 Ériger le cadre, et joindre l'enseigne au cadre comme indiqué.
 - .2 Peignez toutes les surfaces de panneau et le cadrage avec une amorce de manteau et deux couches d'email. Couleur blanc sur le visage d'enseigne, noir sur les autres surfaces.
 - .3 appliquer le signe en vinyle super positionné sur la face de l'enseigne en conformement aux instructions fourni.
- .3 Consignes de sécurité, Enseignes et écriteaux:
 - .1 Signes et avis pour consignes de sécurité doivent être dans les deux langues officielles et les symboles graphiques doivent être conformes aux CAN3- Z321-77.
 - .2 Maintenance et l'élimination des signes:
 - .1 Maintenir les panneaux et les affiches approuvés en bon état pour la durée du projet, et disposer les affiches hors site à la fin du projet ou plus tôt si dirigée par le représentant du Ministère.
 - .2 Aucun paiement séparé ne doit être faite pour les Panneau indicateur d'identification du chantier. Le coût doit être considéré comme accessoire au travail.

1.4 INSTALLATIONS SANITAIRES

- .1 Prévoir des installations sanitaires pour les ouvriers conformément aux ordonnances et aux règlements pertinents.
 - .1 Afficher des avis et prends les précautions requises par les autorités sanitaires locales. Garder dans un état sanitaire a tous temps.

1.5 STATIONNEMENT

- .1 Stationnement pour les travailleurs sera limitée aux limites de construction pour chaque zone en cours de construction.

1.6 RETRAIT DES INSTALLATIONS TEMPORAIRES

- .1 Retirer les installations temporaires du site lorsque dirigé par le représentant du Ministère.

1.7 CHAMP DE L'ENTREPRENEUR

- .1 L'entrepreneur ne sera pas permis de mettre en place un camp dans le parc national Kouchibouguac.
- .2 Permis réglementaires municipales pour le camp(s) à l'extérieur du parc provincial et / ou applicables doivent être obtenus et copies transmises au directeur du parc national Kouchibouguac.

1.8 MESURE DE PAIEMENT

- .1 Sans indication contraire, les items sous cet article ne peuvent être mesurés pour paiement, mais sont considérés comme accessoires au contrat.

FIN DE SECTION

Part 1 GÉNÉRALITÉS

1.1 MISE EN PLACE ET ENLEVEMENT DU MATÉRIEL

- .1 Fournir, mettre en place ou aménager les ouvrages d'accès et de protection temporaires nécessaires pour permettre l'exécution des travaux dans les plus brefs délais.
- .2 Démonter le matériel et l'évacuer du chantier lorsqu'on n'en a plus besoin.

1.2 PALISSADES

- .1 Poser des clôtures autour des arbres et des végétaux à laisser en place afin de les protéger contre les dommages qui pourraient leur être causés par le matériel utilisé ou par certaines pratiques de construction.

1.3 GARDE-CORPS ET BARRIERES

- .1 Fournir des garde-corps et des barrières rigides et sécuritaires et en installer autour des excavations profondes.
- .2 Fournir et installer ces éléments conformément aux exigences des autorités compétentes.

1.4 VOIES D'ACCES AU CHANTIER

- .1 Aménager les voies, les chemins, les rampes et les traverses piétonnes nécessaires pour accéder au chantier.
- .2 La piste sera fermée à tous les visiteurs au cours de la période de construction dans la zone de travail. Une indication sera nécessaire à chaque extrémité du réseau de sentiers pour conseiller les visiteurs de cette fermeture.

1.5 CIRCULATION ROUTIERE

- .1 Retenir les services de signaleurs compétents et prévoir les dispositifs et les fusées de signalisation, les barrières, les feux et les luminaires nécessaires pour l'exécution des travaux et la protection du public.

1.6 VOIES D'ACCES POUR VÉHICULES D'URGENCE

- .1 Assurer un accès au chantier pour les véhicules d'urgence et prévoir à cet égard des dégagements en hauteur suffisants.

1.7 PROTECTION DES PROPRIÉTÉS PUBLIQUES ET PRIVÉES AVOISINANTES

- .1 Protéger les propriétés publiques et privées avoisinantes contre tout dommage pouvant résulter de l'exécution des travaux.
- .2 Le cas échéant, assumer l'entière responsabilité des dommages causés.

1.8 GESTION ET ÉLIMINATION DES DÉCHETS

- .1 Trier les déchets en vue de leur réutilisation et leur recyclage, conformément à la section 01 74 21 - Gestion et élimination des déchets de construction/démolition.

Part 2 PRODUITS

2.1 SANS OBJET

.1 Sans objet.

Part 3 EXÉCUTION

3.1 GENERAL

.1 Pour assurer la sécurité des visiteurs, la piste sera fermée pendant les périodes de construction.

FIN DE SECTION

Part 1 GÉNÉRALITÉS

1.1 RÉFÉRENCES

- .1 Des références à des normes pertinentes peuvent être faites dans chaque section du devis.
- .2 Se conformer aux normes indiquées ci-dessus, en tout ou en partie, selon les prescriptions du devis.
- .3 Dans les cas où il subsiste un doute quant à la conformité de certains produits ou systèmes aux normes pertinentes, le Représentant du Ministère se réserve le droit de la vérifier par des essais.
- .4 Si les produits ou les systèmes sont conformes aux documents contractuels, les frais occasionnés par ces essais seront assumés par le Représentant du Ministère, sinon ils devront être assumés par l'Entrepreneur.

1.2 QUALITÉ

- .1 Les produits, les matériaux, les matériels, les appareils et les pièces utilisés pour l'exécution des travaux doivent être neufs, en parfait état et de la meilleure qualité pour les fins auxquelles ils sont destinés. Au besoin, fournir une preuve établissant la nature, l'origine et la qualité des produits fournis.
- .2 La politique d'achat vise à acquérir, à un coût minimal, des articles contenant le plus grand pourcentage possible de matières recyclées et récupérées, tout en maintenant des niveaux satisfaisants de compétitivité. Faire des efforts raisonnables pour utiliser des matériaux/matériels recyclés aux fins à la fois de réalisation des ouvrages et d'exécution des travaux.
- .3 Les produits trouvés défectueux avant la fin des travaux seront refusés, quelles que soient les conclusions des inspections précédentes. Les inspections n'ont pas pour objet de dégager l'Entrepreneur de ses responsabilités, mais simplement de réduire les risques d'omission ou d'erreur. L'Entrepreneur devra assurer l'enlèvement et le remplacement des produits défectueux à ses propres frais, et il sera responsable des retards et des coûts qui en découlent.
- .4 En cas de conflit quant à la qualité ou à la convenance des produits, seul le Représentant du Ministère pourra trancher la question en se fondant sur les exigences des documents contractuels.
- .5 Sauf indication contraire dans le devis, favoriser une certaine uniformité en s'assurant que les matériaux ou les éléments d'un même type proviennent du même fabricant.
- .6 Les étiquettes, les marques de commerce et les plaques signalétiques permanentes posées en évidence sur les produits mis en oeuvre ne sont pas acceptables, sauf si elles donnent une instruction de fonctionnement ou si elles sont posées sur du matériel installé dans des locaux d'installations mécaniques ou électriques.

1.3 ENTREPOSAGE, MANUTENTION ET PROTECTION DES PRODUITS

- .1 Manutentionner et entreposer les produits en évitant de les endommager, de les altérer ou de les salir, et en suivant les instructions du fabricant, le cas échéant.

- .2 Entreposer dans leur emballage d'origine les produits groupés ou en lots; laisser intacts l'emballage, l'étiquette et le sceau du fabricant. Ne pas débiller ou délier les produits avant le moment de les incorporer à l'ouvrage.
- .3 Les produits susceptibles d'être endommagés par les intempéries doivent être conservés sous une enceinte à l'épreuve de celles-ci.
- .4 Déposer le bois de construction ainsi que les matériaux en feuilles, en panneaux sur des supports rigides, plats, pour qu'ils ne reposent pas directement sur le sol. Donner une faible pente afin de favoriser l'écoulement de l'eau de condensation.
- .5 Remplacer sans frais supplémentaires les produits endommagés, à la satisfaction du Représentant du Ministère.

1.4 TRANSPORT

- .1 Payer les frais de transport des produits requis pour l'exécution des travaux.
- .2 Les frais de transport des produits fournis par le Maître de l'ouvrage seront assumés par le Représentant du. Assurer le déchargement, la manutention et l'entreposage de ces produits.

1.5 INSTRUCTIONS DU FABRICANT

- .1 Sauf prescription contraire dans le devis, installer ou mettre en place les produits selon les instructions du fabricant. Ne pas se fier aux indications inscrites sur les étiquettes et les contenants fournis avec les produits. Obtenir directement du fabricant un exemplaire de ses instructions écrites.
- .2 Aviser par écrit le Représentant du Ministère de toute divergence entre les exigences du devis et les instructions du fabricant, de manière qu'il puisse prendre les mesures appropriées.
- .3 Si les instructions du fabricant n'ont pas été respectées, le Représentant du Ministère pourra exiger, sans que le prix contractuel soit augmenté, l'enlèvement et la repose des produits qui ont été mis en place ou installés incorrectement.

1.6 QUALITÉ D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

- .1 La mise en oeuvre doit être de la meilleure qualité possible, et les travaux doivent être exécutés par des ouvriers de métier, qualifiés dans leurs disciplines respectives. Aviser le Représentant du Ministère si les travaux à exécuter sont tels qu'ils ne permettront vraisemblablement pas d'obtenir les résultats escomptés.
- .2 Ne pas embaucher de personnes non qualifiées ou n'ayant pas les dispositions requises pour exécuter les travaux qui leur sont confiés. Le Représentant du Ministère se réserve le droit d'interdire l'accès au chantier de toute personne jugée incompétente ou négligente.
- .3 Seul le Représentant du Ministère peut régler les litiges concernant la qualité d'exécution des travaux et les compétences de la main-d'oeuvre, et sa décision est irrévocable.

1.7 COORDINATION

- .1 S'assurer que les ouvriers collaborent entre eux à la réalisation de l'ouvrage. Exercer une surveillance étroite et constante de leur travail.

- .2 Il incombe à l'Entrepreneur de veiller à la coordination des travaux et à la mise en place des traversées, des manchons et des accessoires.

1.8 REMISE EN ÉTAT

- .1 Exécuter les travaux de remise en état requis pour réparer ou pour remplacer les parties ou les éléments de l'ouvrage trouvés défectueux ou inacceptables. Coordonner les travaux à exécuter sur les ouvrages contigus touchés, selon les besoins.
- .2 Les travaux de remise en état doivent être réalisés par des spécialistes connaissant les matériaux et les matériels utilisés; ces travaux doivent être exécutés de manière qu'aucune partie de l'ouvrage soit endommagée ou risque de l'être.

1.9 RÉSEAUX D'UTILITÉS EXISTANTS

- .1 Lorsqu'il s'agit de faire des raccordements à des réseaux existants, les exécuter aux heures fixées par les autorités locales compétentes en gênant le moins possible le déroulement des travaux, et/ou les occupants du bâtiment et la circulation des piétons et des véhicules.
- .2 Protéger, déplacer ou maintenir en service les canalisations d'utilités qui sont fonctionnelles. Si des canalisations sont découvertes durant les travaux, les obturer de manière approuvée par les autorités responsables, repérer les points d'obturation et les consigner.

Part 2 PRODUITS

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

Part 3 EXÉCUTION

3.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

FIN DE SECTION

Part 1 GÉNÉRALITÉS

1.1 GÉNÉRALITÉS

- .1 Documents du Maître de l'ouvrage indiquant les limites de la propriété et les points de contrôle d'arpentage existants.

1.2 QUALIFICATION DE L'ARPENTEUR

- .1 Arpenteur qualifié et agréé, habilité à exercer à l'endroit où se trouve le chantier et jugé acceptable par le Représentant du Ministère.

1.3 POINTS DE REPÈRE

- .1 Les principaux points de contrôle verticaux et horizontaux existants sont indiqués sur les dessins.
- .2 Avant d'entreprendre les travaux sur le terrain, déterminer et confirmer l'emplacement des points de contrôle, et assurer la protection de ces derniers. Préserver les points de repère permanents pendant toute la durée des travaux de construction.
- .3 Ne pas apporter de modifications et ne pas déplacer de repères sans en avoir préalablement informé le Représentant du Ministère.
- .4 Si un point de repère est perdu ou détruit, ou s'il doit être déplacé en raison de modifications des niveaux ou des emplacements, en aviser le Représentant du Ministère.
- .5 Demander à l'arpenteur de replacer les points de contrôle en conformité avec le plan d'arpentage original.

1.4 EXIGENCES RELATIVES A L'ARPENTAGE

- .1 Établir deux repères de nivellement permanents sur le terrain, en se basant sur les repères déjà établis en fonction de points de contrôle. Consigner leur emplacement en inscrivant leurs coordonnées horizontales et verticales dans les documents du dossier de projet.
- .2 Établir les lignes et les niveaux, puis déterminer les emplacements et l'implantation à l'aide d'instruments d'arpentage.
- .3 Jalonner le chantier en vue des travaux de nivellement, de la mise en place des matériaux de remblai et de la terre végétale ainsi que des travaux d'aménagement paysager.
- .4 Jalonner les talus et les bermes.
- .5 Définir les élévations aux radiers des tuyaux.

1.5 RÉSEAUX EXISTANTS

- .1 Avant le début des travaux, définir l'étendue et l'emplacement des canalisations d'utilités qui se trouvent dans la zone des travaux et en informer le Représentant du Ministère.
- .2 Enlever les canalisations d'utilités abandonnées qui se trouvent à moins de 2 m des structures. Sceller ou obturer de toute autre manière les extrémités des canalisations laissées en place, selon les directives du Représentant du Ministère.

1.6 EMPLACEMENT DES MATÉRIELS ET DES APPAREILS

- .1 L'emplacement indiqué ou prescrit pour les matériels, les appareils et les points de raccordement aux utilités doit être considéré comme approximatif.
- .2 L'emplacement des matériels, des appareils et des réseaux de distribution doit être déterminé de manière à créer le moins d'obstruction possible et à libérer le maximum d'espace utile, en conformité avec les recommandations des fabricants en ce qui concerne l'accès, l'entretien et la sécurité.
- .3 Informer le Représentant du Ministère des travaux d'installation qui seront prochainement effectués et soumettre à son approbation l'emplacement prévu pour ces différents éléments.
- .4 Soumettre les dessins d'implantation précisant l'emplacement des divers réseaux et appareils, les uns par rapport aux autres, au moment indiqué par le Représentant du Ministère.

1.7 REGISTRES

- .1 Tenir un registre détaillé et précis des travaux d'arpentage et de vérification au fur et à mesure de l'avancement de ceux-ci.
- .2 Consigner l'emplacement de toutes les canalisations d'utilités, qu'elles aient été déplacées ou mises hors fonction, ou encore qu'elles soient demeurées intactes.

**1.8 DOCUMENTS/ÉCHANTILLONS A SOUMETTRE POUR APPROBATION/
INFORMATION**

- .1 Transmettre au Représentant du Ministère le nom et l'adresse de l'arpenteur.
- .2 A la demande du Représentant du Ministère, soumettre les documents et les échantillons nécessaires à la vérification de l'exactitude des études géotechniques.
- .3 Soumettre un certificat signé par l'arpenteur où sont consignés et confirmés les emplacements et les cotes de niveau des ouvrages parachevés, tant conformes que non conformes aux documents contractuels.

Part 2 PRODUITS

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

Part 3 EXÉCUTION

3.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

FIN DE SECTION

Part 1 GÉNÉRALITÉS

1.1 RÉFÉRENCES

- .1 Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada (TPSGC) Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA)-ID: r0202D, Titre: Condition Générales 'C', en effet à partir de Mai 14, 2004.

1.2 PROPRETÉ DU CHANTIER

- .1 Garder le chantier propre et exempt de toute accumulation de débris et de matériaux de rebut autres que ceux générés par le Maître de l'ouvrage ou par les autres entrepreneurs.
- .2 Évacuer les débris et les matériaux de rebut hors du chantier quotidiennement, à des heures prédéterminées, ou les éliminer selon les directives du Représentant du Ministère. Les matériaux de rebut ne doivent pas être brûlés sur le chantier, à moins que ce mode d'élimination ne soit autorisé par le Représentant du Ministère.
- .3 Garder les voies d'accès au bâtiment exemptes de glace et de neige. Entasser/empiler la neige aux endroits désignés seulement.
- .4 Prendre les dispositions nécessaires et obtenir les permis des autorités compétentes en vue de l'élimination des débris et des matériaux de rebut.
- .5 Prévoir, sur le chantier, des conteneurs qui convient, pour l'évacuation des débris et des matériaux de rebut.
- .6 Fournir et utiliser, pour le recyclage, des conteneurs séparés et identifiés. Se reporter à la section 01 74 21 - Gestion et élimination des déchets de construction/démolition.
- .7 Éliminer les débris et les matériaux de rebut en dehors des limites du parc national à un emplacement/installation approuvée par le autorité ayant juridiction.
- .8 Stocker les déchets volatils dans des contenants métalliques fermés et les évacuer hors du chantier à la fin de chaque période de travail.
- .9 Utiliser uniquement les produits de nettoyage recommandés par le fabricant de la surface à nettoyer, et les employer selon les recommandations du fabricant des produits en question.

1.3 NETTOYAGE FINAL

- .1 A l'achèvement substantiel des travaux, enlever les matériaux en surplus, les outils ainsi que l'équipement et les matériels de construction qui ne sont plus nécessaires à l'exécution du reste des travaux.
- .2 Enlever les débris et les matériaux de rebut, à l'exception de ceux générés par les autres entrepreneurs, et laisser les lieux propres et prêts à occuper.
- .3 Avant l'inspection finale, enlever les matériaux en surplus, les outils, l'équipement et les matériels de construction.
- .4 Enlever les débris et les matériaux de rebut autres que ceux générés par le Maître de l'ouvrage ou par les autres entrepreneurs.

- .5 Évacuer les matériaux de rebut hors du chantier à des heures prédéterminées ou les éliminer selon les directives du Représentant du Ministère. Les matériaux de rebut ne doivent pas être brûlés sur le chantier, à moins que ce mode d'élimination ne soit autorisé par le Représentant du Ministère.
- .6 Prendre les dispositions nécessaires et obtenir les permis des autorités compétentes en vue de l'élimination des débris et des matériaux de rebut.
- .7 Examiner les finis, les accessoires et les matériels afin de s'assurer qu'ils répondent aux exigences prescrites quant au fonctionnement et à la qualité d'exécution.
- .8 Balayer et nettoyer les trottoirs, les marches et les autres surfaces extérieures; balayer ou ratisser le reste du terrain.
- .9 Enlever les saletés et autres éléments qui déparent les surfaces extérieures.

1.4 GESTION ET ÉLIMINATION DES DÉCHETS

- .1 Trier les déchets en vue de leur réutilisation/réemploi et de leur recyclage, conformément à la section 01 74 21 - Gestion et élimination des déchets de construction/démolition.

Part 2 PRODUITS

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

Part 3 EXÉCUTION

3.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

FIN DE SECTION

Part 1 GÉNÉRAL

1.1 OBJECTIFS DE GESTION DES DÉCHETS

- .1 Avant le commencement du travail, diriger une réunion avec le Représentant du Ministère pour examiner et discuter le plan et les objectifs pour la gestion des déchets du TPSGC.
- .2 Garder un control maximum de déchets solides provenant de construction.
- .3 L'environnement doit être protégé et le dommage causé par la pollution sur l'environnement prévenu.

1.2 RÉFÉRENCES

- .1 Définitions:
 - .1 Class III: Déchets non dangereux – déchets provenant de rénovation et démolition.
 - .2 Plan de travail pour l'analyse des coûts et revenus: Baser sur l'information du plan de travail de réduction des déchets, et conçu comme outil de poursuite des finances pour déterminer le statut économique des pratiques de réduction des déchets.
 - .3 Audit des déchets de démolition: Concerne les déchets générés par le projet.
 - .4 Remblayage de matière inerte: dégradation de matériel inerte - exclusivement l'asphalte et le béton.
 - .5 Programme de séparation des matériaux de source: se compose d'une série d'activités pour séparer les déchets réutilisables et recyclables en catégories de matériaux provenant d'autres types de déchets au point de production.
 - .6 Recyclable: Capacité de récupération du produit ou d'un matériel à la fin de son cycle de vie et de réutilisation en tant qu'un nouveau produit.
 - .7 Recycler: processus par lequel les déchets et les matières recyclables sont transformées ou récolté pour devenir un nouveau produit.
 - .8 Recyclage: processus de triage, nettoyage, traitement et la reconstitution des déchets solides et autres matériaux jetés pour but de les réutiliser dans une autre forme. Le recyclage ne comprend pas le brûlage, l'incinération, ou la destruction thermique des déchets.
 - .9 Réutilisation: utilisation répétée de produits dans la même forme, mais pas nécessairement avec le même but. La réutilisation comprend:
 - .1 La récupération de matériel de projet de réfection.
 - .2 Retourner aux fournisseurs les items réutilisables, comme des châssis mobile ou des produits inutilisés.
 - .10 Récupération: l'enlèvement des matériaux structurelle et non structurelle lors de les travaux de déconstruction/démontage afin de les réutiliser ou recycler.
 - .11 Séparation de conditions: réfère aux déchets qui se font classé dans des types individuels.

- .12 Source de séparation: acte de garder les différents types de déchets distincts dès le début lorsqu'ils deviennent des déchets.
- .13 Audit des déchets: inventaire détaillé des quantités estimées de déchets qui seront générés pendant la construction, la démolition, déconstruction et/ou la rénovation. Consiste à quantifier par des quantités de volume/poids de matières et de déchets qui seront réutilisés, recyclés ou enfouis. Référez à l'annexe A.
- .14 Coordonnateur de la gestion des déchets (CGD): représentant de l'entrepreneur chargé de la supervision des activités de gestion des déchets ainsi que la coordination nécessaire des soumissions et des exigences de déclaration.
- .15 Plan de réduction des déchets (PRD): rapport écrit qui traite des possibilités de réduction, la réutilisation ou le recyclage des matériaux générés par le projet. Cela indique les objectifs de dérivation, la mise en œuvre et les procédures d'établissement de rapports, les résultats attendus et les responsabilités. L'information sur le plan de travail de réduction des déchets est acquise de l'audit des déchets.

1.3 DOCUMENTS

- .1 Placer une copie du document ci-dessous dans une zone accessible et visible sur le site:
 - .1 Plan de Travail de Réduction des Déchets.

1.4 SOUMISSIONS D'ACTION ET D'INFORMATION

- .1 Soumettre conformément à la section 01 33 00 - Procédures de soumission.
- .2 Préparer et soumettre le suivant avant le démarrage du projet:
 - .1 Une copie imprimée et une copie électronique complète du plan de travail de réduction des déchets.
- .3 Préparer et soumettre sur une base hebdomadaire, au long du projet ou à des intervalles convenus par le représentant du ministère, les matériaux suivants:
 - .1 Reçus, bordereaux de pesées, feuilles de routes, et/ou bordereaux d'élimination des déchets qui montrent les quantités et les types de matériaux réutilisés, recyclés ou éliminés.
 - .2 Un rapport de synthèse bi- hebdomadaire concernant les montants cumulés de déchets réutilisés, recyclés et enfouis, et un bref sommaire des activités de gestion des déchets à continuer.

1.5 PLAN DE RÉDUCTION DES DÉCHETS (PRD)

- .1 Préparer et soumettre un plan de travail au moins 10 jours avant le commencement du projet.
- .2 Le PRD doit identifier les stratégies pour optimiser le détournement par réduction, réutilisation et le recyclage des matériaux et être conforme aux réglementations applicables.
- .3 Le PRD doit inclure, mais sans s'y limiter:
 - .1 Les réglementations applicables.
 - .2 Des objectifs spécifiques pour la réduction des déchets, identification des barrières qui existent et le développement des stratégies pour les surmonter.

- .3 La destination des matériaux identifiés.
- .4 Description des méthodes pour collecter, séparer et réduire les déchets générés.
- .5 La location des conteneurs de déchets sur le site.
- .6 La sécurité concernant les matériaux en stock et les conteneurs de déchets sur le site.
- .7 La protection du personnel et les sous-traitants.
- .8 L'étiquetage clair des zones d'entreposage.
- .9 Les détails sur la manutention des matériaux et les procédures d'enlèvement.
- .10 Les exigences du recyclage et de la reprise.
- .11 Les quantités de matériaux à être réutilisé ou recyclé et les matériaux qui seront envoyé au site d'enfouissement.
- .12 Exigences pour la surveillance des activités de gestion des déchets sur place.
- .4 Structurer le PRD pour donner priorité aux actions et suivre la hiérarchie des 3R, avec la réduction comme priorité suivi par la réutilisation et le recyclage.
- .5 Afficher le PRD ou un sommaire du document ou les travailleurs sur le site puissent le lire.
- .6 Surveiller et reporter la réduction des déchets en documentant le volume total (en tonnes) et le coût des déchets retirés provenant du projet.

1.6 ENTREPOSAGE, MANIPULATION ET PROTECTION

- .1 Place les matériaux qui seront réutilisés, recyclés et récupérés dans une location tel que dirigé par le Représentant du Ministère.
- .2 Protéger, stocker, ranger et cataloguer les items récupérés.
- .3 Séparer les matériaux non-récupérables des items récupérés. Transporter et délivrer les matériaux non-récupérables à un site d'élimination autorisé.
- .4 Protéger le drainage de surface, l'équipement mécanique et l'équipement électrique contre les dommages et le blocage.
- .5 Séparer et ranger les matériaux produits durant le projet dans une zone désignée.
- .6 Prévenir la contamination des matériaux récupérés et recyclés et manipuler ceux-ci conformément aux exigences pour l'acceptation des installations de traitement désignés.
 - .1 La séparation des sources sur le chantier est recommandée.
 - .2 Enlevez les matériaux co-mêlés à des installations de traitement hors site pour la séparation.
 - .3 Obtenir des bordereaux de pesées, des reçus et / ou des billets d'échelle pour les matériaux séparés retirés du site.
 - .4 Les matériaux réutilisés sur le chantier sont considérés être détournés des sites d'enfouissement et à ce titre doivent être inclus dans tous les rapports.

1.7 DISPOSITION DE DÉCHETS

- .1 N'enterrez pas les matériaux d'ordures ou les déchets.

- .2 Ne pas jeter les déchets, les matières volatiles, les essences minérales, l'huile, les diluant à peinture dans les voies navigables, conduit pluvial, ou les égouts sanitaires.

1.8 ORDONNANCEMENT

- .1 Coordonner le travail avec les autres activités sur le site pour assurer un progrès rapide et ordonné de travail.

Part 2 PRODUITS

2.1 SANS OBJET.

- .1 Sans Objet.

Part 3 EXÉCUTION

3.1 SANS OBJET.

- .1 Sans Objet.

FIN DE SECTION

Part 1 GÉNÉRALITÉS

1.1 GÉNÉRALITÉS

- .1 Loi canadienne sur la protection de l'environnement (LCPE)
 - .1 DORS/2008-197, Règlement sur les systèmes de stockage de produits pétroliers et de produits apparentés.

1.2 MODALITÉS ADMINISTRATIVES

- .1 Procédure de réception des travaux:
 - .1 Inspection effectuée par l'Entrepreneur: doit inspecter les travaux, repérer les défauts et les défaillances et faire les réparations nécessaires pour que tout soit conforme aux exigences des documents contractuels.
 - .1 Aviser le Représentant du Ministère par écrit une fois l'inspection de l'Entrepreneur terminée, et soumettre un document attestant que les corrections ont été apportées.
 - .2 Présenter ensuite une demande pour que les travaux soient inspectés par le Représentant du Ministère.
 - .2 Inspection effectuée par le Représentant du Ministère:
 - .1 Le Représentant du Ministère effectuera avec l'Entrepreneur une inspection des travaux dans le but de repérer les défauts et les défaillances.
 - .2 L'Entrepreneur devra apporter les corrections demandées.
 - .3 Achèvement des tâches: soumettre un document rédigé certifiant que les tâches indiquées ci-après ont été effectuées.
 - .1 Les travaux sont terminés et ils ont été inspectés et jugés conformes aux exigences des documents contractuels.
 - .2 Les défaillances et les défauts décelés au cours des inspections ont été corrigés.
 - .3 Les appareils, les matériels et les systèmes ont été soumis à des essais, réglés et équilibrés, et ils sont entièrement opérationnels.
 - .4 La formation nécessaire quant au fonctionnement des appareils, des matériels et des systèmes a été donnée au personnel du Maître de l'ouvrage.
 - .5 Les travaux sont terminés et prêts à être soumis à l'inspection finale.
 - .4 Inspection finale
 - .1 Lorsque toutes les tâches mentionnées précédemment sont terminées, présenter une demande pour que les travaux soient soumis à l'inspection finale, laquelle sera effectuée conjointement par le Représentant du Ministère et l'Entrepreneur.
 - .2 Si les travaux sont jugés incomplets par le Représentant du Ministère, terminer les éléments qui n'ont pas été exécutés et présenter une nouvelle demande d'inspection.

1.3 NETTOYAGE FINAL

- .1 Effectuer les travaux de nettoyage conformément à la section 01 74 11 - Nettoyage.
 - .1 Évacuer du chantier les matériaux/matériels en surplus, les déchets, les outils et l'équipement.
- .2 Gestion des déchets: trier les déchets en vue de leur réutilisation/réemploi et de leur recyclage, conformément à la section 01 74 21 - Gestion et élimination des déchets de construction/démolition.

Part 2 PRODUITS

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

Part 3 EXÉCUTION

3.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

FIN DE SECTION

Part 1 GÉNÉRALITÉS

1.1 MODALITÉS ADMINISTRATIVES

- .1 Réunion sur les garanties, préalable à l'achèvement des travaux.
 - .1 Une semaine avant l'achèvement des travaux, tenir une réunion avec le représentant de l'Entrepreneur et le Représentant du Ministère, conformément à la section 01 31 19 - Réunions de projet, au cours de laquelle seront examinés:
 - .1 Les exigences des travaux;
 - .2 Les instructions du fabricant concernant l'installation et les termes de la garantie offerte par ce dernier.
 - .2 Le Représentant du Ministère établira la procédure de communication à suivre dans les cas indiqués ci-après.
 - .1 Avis de défaut pour des éléments, matériels ou systèmes couverts par une garantie.
 - .2 Détermination des priorités relativement aux types de défaut.
 - .3 Détermination d'un temps raisonnable d'intervention.
 - .3 Fournir le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de l'entreprise cautionnée chargée d'effectuer le dépannage/les réparations sous garantie.
 - .4 S'assurer que les bureaux de l'entreprise sont situés dans la zone de service local de l'élément/l'ouvrage garanti, que des personnes-ressources sont disponibles en tout temps et qu'elles sont en mesure de donner suite aux demandes de renseignements concernant le dépannage/les réparations sous garantie.

**1.2 DOCUMENTS/ÉCHANTILLONS A SOUMETTRE POUR APPROBATION/
INFORMATION**

- .1 Soumettre les documents et les échantillons requis conformément à la section 01 33 00 - Documents et échantillons à soumettre.
- .2 Deux semaines avant l'achèvement substantiel des travaux, soumettre au Représentant du Ministère quatre exemplaires définitifs des manuels d'exploitation et d'entretien.
- .3 Sur demande, fournir les documents confirmant le type, la source d'approvisionnement et la qualité des produits fournis.

1.3 PRÉSENTATION

- .1 Présenter les données sous la forme d'un manuel d'instructions.
- .2 Utiliser des reliures rigides, en vinyle, à trois (3) anneaux en D, à feuilles mobiles de 219 mm x 279 mm, avec dos et pochettes.
- .3 Lorsqu'il faut plusieurs reliures, regrouper les données selon un ordre logique.
 - .1 Bien indiquer le contenu des reliures sur le dos de chacune.

- .4 Sur la page couverture de chaque reliure doivent être indiqués la désignation du document, c'est-à-dire 'Dossier de projet', dactylographiée ou marquée en lettres moulées, la désignation du projet ainsi que la table des matières.
- .5 Organiser le contenu par système, selon les numéros des sections du devis et l'ordre dans lequel ils paraissent dans la table des matières.
- .6 Prévoir, pour chaque produit et chaque système, un séparateur à onglet sur lequel devront être dactylographiées la description du produit et la liste des principales pièces d'équipement.
- .7 Le texte doit être constitué des données imprimées fournies par le fabricant ou de données dactylographiées.
- .8 Munir les dessins d'une languette renforcée et perforée.
 - .1 Les insérer dans la reliure et replier les grands dessins selon le format des pages de texte.

1.4 CONTENU DU DOSSIER DE PROJET

- .1 Table des matières de chaque volume: indiquer la désignation du projet;
 - .1 La date de dépôt des documents;
 - .2 Le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du Consultant et de l'Entrepreneur ainsi que le nom de leurs représentants;
 - .3 Une liste des produits et des systèmes, indexée d'après le contenu du volume.
- .2 Pour chaque produit ou chaque système, indiquer ce qui suit:
 - .1 Le nom, l'adresse et le numéro de téléphone des sous-traitants et des fournisseurs, ainsi que des distributeurs locaux de matériels et de pièces de rechange.
- .3 Fiches techniques: marquer chaque fiche de manière à identifier clairement les produits et les pièces spécifiques ainsi que les données relatives à l'installation; supprimer tous les renseignements non pertinents.
- .4 Dessins: les dessins servent à compléter les fiches techniques et à illustrer la relation entre les différents éléments des matériels et des systèmes; ils comprennent les schémas de commande et de principe.
- .5 Texte dactylographié: selon les besoins, pour compléter les fiches techniques.
 - .1 Donner les instructions dans un ordre logique pour chaque intervention, en incorporant les instructions du fabricant prescrites dans la section 01 45 00 - Contrôle de la qualité.

1.5 DOCUMENTS ET ÉCHANTILLONS A VERSER AU DOSSIER DE PROJET

- .1 En plus des documents mentionnés dans les Conditions générales, conserver sur le chantier, à l'intention du Représentant du Ministère un exemplaire ou un jeu des documents suivants:
 - .1 Dessins contractuels;
 - .2 Devis;
 - .3 Addenda;

- .4 Ordres de modification et autres avenants au contrat;
- .5 Dessins d'atelier révisés, fiches techniques et échantillons;
- .6 Registres des essais effectués sur place;
- .7 Certificats d'inspection;
- .8 Certificats délivrés par les fabricants.
- .2 Ranger les documents et les échantillons du dossier de projet dans le bureau de chantier, séparément des documents d'exécution des travaux.
 - .1 Prévoir des classeurs et des tablettes ainsi qu'un endroit d'entreposage sûr.
- .3 Étiqueter les documents et les classer selon la liste des numéros de section indiqués dans la table des matières du cahier des charges.
 - .1 Inscrire clairement 'Dossier de projet', en lettres moulées, sur l'étiquette de chaque document.
- .4 Garder les documents du dossier de projet propres, secs et lisibles.
 - .1 Ne pas les utiliser comme documents d'exécution des travaux.
- .5 Le Représentant du Ministère doit avoir accès aux documents et aux échantillons du dossier de projet aux fins d'inspection.

1.6 CONSIGNATION DES DONNÉES DANS LE DOSSIER DE PROJET

- .1 Consigner les renseignements sur un jeu de dessins opaques à traits noirs fournis par le Représentant du Ministère.
- .2 Consigner les renseignements à l'aide de marqueurs à pointe feutre en prévoyant une couleur différente pour chaque système important.
- .3 Consigner les renseignements au fur et à mesure que se déroulent les travaux.
 - .1 Ne pas dissimuler les ouvrages avant que les renseignements requis aient été consignés.
- .4 Dessins contractuels et dessins d'atelier : indiquer chaque donnée de manière à montrer les ouvrages tels qu'ils sont, y compris ce qui suit.
 - .1 La profondeur mesurée des éléments de fondation par rapport au niveau du premier plancher fini.
 - .2 L'emplacement, mesuré dans les plans horizontal et vertical, des canalisations d'utilités et des accessoires souterrains par rapport aux aménagements permanents en surface.
 - .3 L'emplacement des canalisations d'utilités et des accessoires intérieurs, mesuré par rapport aux éléments de construction visibles et accessibles.
 - .4 Les modifications apportées sur place quant aux dimensions et aux détails des ouvrages.
 - .5 Les changements apportés suite à des ordres de modification.
 - .6 Les détails qui ne figurent pas sur les documents contractuels d'origine.
 - .7 Les références aux dessins d'atelier et aux modifications connexes.

- .5 Devis: inscrire chaque donnée de manière à décrire les ouvrages tels qu'ils sont, y compris ce qui suit.
 - .1 Le nom du fabricant, la marque de commerce et le numéro de catalogue de chaque produit effectivement installé, et en particulier des éléments facultatifs et des éléments de remplacement.
 - .2 Les changements faisant l'objet d'addenda ou d'ordres de modification.
- .6 Autres documents: garder les certificats des fabricants les certificats d'inspection, les registres des essais effectués sur place prescrits dans chacune des sections techniques du devis.
- .7 Le cas échéant, fournir les photos numériques à verser au dossier du projet.

1.7 MATÉRIELS ET SYSTEMES

- .1 Pour chaque pièce de matériel et pour chaque système, donner une description de l'ensemble et de ses pièces constitutives.
 - .1 En indiquer la fonction, les caractéristiques normales d'exploitation ainsi que les contraintes.
 - .2 Indiquer les courbes caractéristiques, avec les données techniques et les résultats des essais; donner également la liste complète ainsi que le numéro commercial des pièces pouvant être remplacées.
- .2 Méthodes d'exploitation : indiquer les instructions et les séquences de mise en route, de rodage et d'exploitation normale, de même que les instructions suivantes:
 - .1 Les instructions visant la régulation, la commande, l'arrêt, la mise hors service et la manoeuvre de secours;
 - .2 Les instruction visant l'exploitation été et hiver et toute autre instruction particulière.
- .3 Entretien: fournir les instructions concernant l'entretien courant et la recherche de pannes ainsi que les instructions relatives au démontage, à la réparation et au réassemblage, à l'alignement, au réglage, à l'équilibrage et à la vérification des éléments et des réseaux.
- .4 Fournir les calendriers d'entretien et de lubrification ainsi que la liste des lubrifiants nécessaires.
- .5 Fournir les instructions écrites du fabricant concernant l'exploitation et l'entretien des éléments.
- .6 Fournir les descriptions de la séquence des opérations préparées par les divers fabricants d'appareils et de dispositifs de commande/régulation.
- .7 Fournir la liste des pièces du fabricant d'origine ainsi que les illustrations, les dessins et les schémas de montage nécessaires à l'entretien.
- .8 Fournir une liste des pièces de rechange du fabricant d'origine avec indication des prix courants et des quantités recommandées à garder en stock.
- .9 Fournir les rapports d'essai et d'équilibrage prescrits au section 01 45 00 - Contrôle de la qualité.

- .10 Exigences supplémentaires: selon les prescriptions des diverses sections techniques du devis.

1.8 MATÉRIAUX ET PRODUITS DE FINITION

- .1 Matériaux de construction, produits de finition et autres produits à appliquer : fournir les fiches techniques et indiquer le numéro de catalogue, les dimensions, la composition ainsi que les désignations des couleurs et des textures des produits et des matériaux.
- .1 Aux fins de réapprovisionnement, donner les renseignements nécessaires concernant les produits spéciaux.
- .2 Fournir les instructions concernant les agents et les méthodes de nettoyage ainsi que les calendriers recommandés de nettoyage et d'entretien, et indiquer les précautions à prendre contre les méthodes préjudiciables et les produits nocifs.
- .3 Produits hydrofuges et produits exposés aux intempéries : fournir les recommandations du fabricant relatives aux agents et aux méthodes de nettoyage ainsi que les calendriers recommandés de nettoyage et d'entretien, et indiquer les précautions à prendre contre les méthodes préjudiciables et les produits nocifs.

Part 2 PRODUITS

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

Part 3 EXÉCUTION

3.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

FIN DE SECTION